

**Compte rendu des décisions prises par Madame le Maire
en application de l'article L.2122-22-4° du Code Général
des Collectivités Territoriales**

L'article L.2122-22-4° du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que «le Maire peut, en outre, par délégation du Conseil Municipal, être en tout ou partie, et pour la durée de son mandat : (...) prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget».

Par délibération en date du 27 mars 2009, le Conseil Municipal a délégué cette compétence au Maire.

Par ailleurs, l'article L.2122-23 du Code des Collectivités Territoriales précise que le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil Municipal des décisions prises en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par conséquent, il est communiqué au Conseil Municipal le compte rendu des décisions prises par Madame le Maire en application de l'article L.2122-22-4° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le 08 juin 2012

**COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES PAR MADAME LE MAIRE
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L2122.22-4° DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

MARCHES PUBLICS

Date de Notification	Objet	Attributaires	Montant HT avant négociation	Montant HT après négociation
06/02/2012	Contrat d'achat de spectacle "De l'ensemble contraste" qui a eu lieu le dimanche 18 mars 2012 à 10 h 30 à la vieille église	LES MINUTES HEUREUSES	6 500 euros	Achat spécifique, pas de négociation
21/03/2012	Contrat d'achat de spectacle "De Alain Planès et Henri Demarquette" qui a eu lieu le dimanche 1er avril 2012 à 10 h 30 à la Vieille Eglise	INSTANT PLURIEL	10 500 euros	Achat spécifique, pas de négociation
26/03/2012	Assurance dommages ouvrage pour la construction d'un parking souterrain à l'angle des rues Pressensé et Voltaire	VERSPIEREN / SAGENA	Montant de la prime * taux : 1,0285% pour la solidité et 0,0187 pour les équipements * taxes d'assurances au taux de 9 %	Aucune négociation engagée
28/03/2012	Maintenance des machines et des outils de Centre Technique Municipal	GUET	Montant maximum annuel : 25 000 euros Maintenance préventive : 4 075 euros pour 2 visites Maintenance curative : Coût du déplacement : 70 euros Coût horaire de travail : 69 euros	Aucune remise proposée après négociation
06/04/2012	Maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du hall administratif de l'Hôtel de ville de Puteaux	ASAA AXEL SCHOENERT ARCHITECTES ASSOCIES	175 500 euros	172 500 euros
16/04/2012	Maintenance préventive et corrective du logiciel SATORI ON LINE	SATORI BILLETTERIE	Maintenance préventive pour une année (forfait) : 450 euros Maintenance corrective pour une année (prix unitaires) : * personnalisation graphique simple des pages : 150 euros * une journée de formation : 1 100 euros	Achat spécifique, pas de négociation
17/04/2012	Acquisition de véhicules pour la police municipale de la ville de Puteaux Lot n°1 : acquisition d'un véhicule de type citadine Lot n°2 : acquisition d'un véhicule type utilitaire aménagé en poste annexe mobile	Lot n°1 : SOCIETE COMMERCIALE CITROEN Lot n°2 : MAXI AVENUE	Lot n°1 : 14 847,20 euros Lot n°2 : 65 919,25 euros	Aucune remise proposée après négociation
24/04/2012	Accord cadre relatif aux travaux de maintenance et d'entretien des installations électriques dans les bâtiments communaux de la ville de Puteaux Lot n°1 : maintenance des installations électriques Lot n°2 : maintenance des postes HTA	Lot n°1 : LEBRUN ET FILS, AMICA, ETEM, CARMAX France et SATELEC Lot n°2 : LEBRUN ET FILS, AMICA, PHIBOR PRESENCE, CARMAX France et SATELEC	Lots n°1 et n°2 : marchés traités à prix unitaires Montants maximums annuels : lot n°1 : 1 950 000 euros lot n°2 : 450 000 euros	L'accord cadre sélectionne des prestataires qui seront ensuite remis en concurrence
24/04/2012	Accord cadre relatif aux travaux de maçonnerie et de ravalement à réaliser dans les bâtiments communaux de la ville de Puteaux Lot n°1 : maçonnerie Lot n°2 : ravalement	Lot n°1 : EIFFAGE CONSTRUCTION, COPROM, L'U-BAT, 3 J CONSTRUCTIONS et BALAS Lot n°2 : SESINI & LONGHY, ELIEZ, P. GICQUEL, EIFFAGE CONSTRUCTION et PATRIMOINE ET RENOVATION	Lots n°1 et n°2 : marchés traités à prix unitaires Montants maximums annuels : lot n°1 : 1 500 000 euros lot n°2 : 900 000 euros	L'accord cadre sélectionne des prestataires qui seront ensuite remis en concurrence
24/04/2012	Accord cadre relatif aux travaux d'entretien, de réfection et de réhabilitation des sols à réaliser dans les bâtiments communaux Lot n°1 : Revêtements de sols Lot n°2 : Parquets Lot n°3 : Sols sportifs	Lot n°1 : DELAVAL SOL, ELIEZ SAS, LES PEINTURES PARISIENNES, PATRIMOINE ET RENOVATION, OMNI DECORS Lot n°2 : ELIEZ SAS, LES PEINTURES PARISIENNES, PRODESIGN SAS, PIFFRE ET Cie, OMNI DECORS Lot n°3 : JMS, ART-DAN, PRODESIGN, OMNI DECORS, ELIEZ	Lots n°1, 2 et 3 : marchés traités à prix unitaires Montants maximums annuels : Lot n°1 : 600 000 euros Lot n°2 : 200 000 euros Lot n°3 : 400 000 euros	L'accord cadre sélectionne des prestataires qui seront ensuite remis en concurrence
24/04/2012	Accord cadre relatif aux travaux de couverture et d'étanchéité à réaliser dans les bâtiments communaux et le site de la Falaise Lot n°1 : travaux de couverture Lot n°2 : travaux d'étanchéité	Lot n°1 : DESCHAMPS, LA LOUISIANE, UTB, GRUN ENTREPRISE et SCHNEIDER ET Cie Lot n°2 : DESCHAMPS, UTB, NOVECO ETANCHEITE CHAPELEC et SCHNEIDER ET Cie	Lots n°1 et 2 : marchés traités à prix unitaires Montants maximums annuels Lot n°1 : 600 000 euros Lot n°2 : 600 000 euros	L'accord cadre sélectionne des prestataires qui seront ensuite remis en concurrence

30/04/2012	Marquage au sol de la signalisation horizontale sur le territoire de la ville de Puteaux	AXIMUM	Montant maximum annuel : 600 000 euros Marché traité à prix unitaire	Aucune négociation engagée
30/04/2012	Maintenance des installations de distribution d'heures des bâtiments communaux de la ville de Puteaux	HORELEC J. DRAUX ET CIE	Maintenance préventive : 3 460 euros Maintenance corrective : maximum annuel : 40 000 euros	Négociation non autorisée par le code des marchés publics
30/04/2012	Fourniture et livraison de mobilier urbain sur la ville de Puteaux Lot n°1 : fourniture et livraison de bancs en bois et abris de jardin Lot n°2 : fourniture et livraison de bancs en fer forgé Lot n°3 : fourniture et livraison de corbeilles de propreté Lot n°4 : fourniture et livraison de bornes, potelets, barrières de protection, grilles d'arbres et supports de motos	Lots n°1, n°3 et n°4 : INGENIA Lot n°2 : infructueux	Marchés traités à prix unitaires Pour chacun des lots : Pas de montant minimum annuel Montants maximums annuels : * lot n°1 : 100 000 euros * lot n°3 : 100 000 euros * lot n°4 : 420 000 euros	Négociation non autorisée par le code des marchés publics
28/03/2012	Mise à disposition d'auxiliaires puéricultures et/ou d'agents sociaux intérimaires	ADDECO MEDICAL	Coefficient de délégation 2,20	Coefficient de délégation 2,04
30/04/2012	Entretien et réfection des installations d'arrosage automatique de la résidence des Trois Hameaux à Ploemeur et de la Marine de Caprone à Ghisonaccia Lot n°1 : entretien et réfection des installations d'arrosage automatique de la résidence des Trois Hameaux à Ploemeur Lot n°2 : entretien et réfection des installations d'arrosage automatique de la Marine de Caprone à Ghisonaccia	Lot n°1 : ARROSAGE SYSTEM Lot n°2 : MEDITERRANEE JARDINS	Lots n°1 et 2 : marchés traités à prix unitaires Montants maximums annuels Lot n°1 : 30 000 euros Lot n°2 : 45 000 euros	Négociation non autorisée par le code des marchés publics
04/05/2012	Travaux d'aménagement du garage voiture de Dion Bouton à Puteaux Lot n°1 : gros œuvre / démolition / VRD Lot n°4 : électricité / DI / contrôle d'accès Lot n°5 : plomberie / chauffage / ventilation Lot n°6 : peinture Lot n°7 : carrelage / revêtement de sol / faïence Lot n°8 : faux plafond	Lot n°1 : MRCS Lot n°4 : LEBRUN ET FILS Lots n°5, n°7, n°8 : CARMAX Lot n°6 : BATH RENOV CONSTRUCTION	Lot n°1 : 67 364,75 euros Option (renforcement poutre porte entrée) : 4 500 euros Lot n°4 : 34 368,10 euros Lot n°5 : 23 175,30 euros Lot n°6 : 8 001,25 euros Lot n°7 : 8 008,99 euros Lot n°8 : 1 775,04 euros	Lot n°1 : 65 000 euros *Option (renforcement poutre porte entrée) : 4 500 euros Lot n°4 : 33 680,74 euros Lot n°5 : 22 016,54 euros Lot n°6 : 7 266,25 euros Lot n°7 : 7 608,54 euros Lot n°8 : 1 887,24 euros
04/05/2012	Prestations de nettoyage et d'entretien des crèches et de l'établissement Arche de Noël de la ville de Puteaux Lot n°1 : nettoyage et entretien des crèches	STEM PROPRETE	Lot n°1 * décomposition du prix global et forfaitaire : 47 576,21 euros	Négociation non autorisée par le code des marchés publics
04/05/2012	Organisation du troisième festival méditerranéen	Association LES RIVES DE LA MEDITERRANEE	Marché à prix forfaitaire et global 50 000 euros	40 000 euros
06/04/2012 04/05/2012 04/05/2012 04/05/2012	Organisation du carnaval des centres de loisirs de la Ville de Puteaux Lot n°1 : fourniture de matériel pour la préparation du carnaval Lot n°2 : location de deux canons à confettis avec 200 kgs de confettis chacun Lot n°3 : location de 8 chars Lot n°4 : organisation de 5 parades musicales	Lots n°1, n°3, n°4 : ARTISTIC CONSULTANT Lot n°2 : ESCAPE.COM	Lot n°1 : Prix unitaires Lot n°2 : 7 800 euros Lot n°3 : 16 150 euros Lot n°4 : 9 150 euros HT (pour les 5 parades)	Aucune remise proposée après négociation Lot n°2 : 7 360 euros Aucune remise proposée après négociation Aucune remise proposée après négociation
07/05/2012	Contrat d'achat de spectacle qui a eu lieu le dimanche 13 mai 2012 à 10 h 30 à la Vieille Eglise	ASSOCIATION LA CONFRIERE DES CAISSES REPRESENTANT DE "QUAI N°5"	7 500 euros	Achat spécifique, pas de négociation
09/05/2012	Entretien des espaces verts et sols sportifs de la Ville de Puteaux Lot n°1 : entretien des espaces verts Lot n°2 : entretien des sols sportifs	Lot n°1 : SPORTS ET PAYSAGES Lot n°2 : EXPRESS GAZON	Lots n°1 et n°2 : traités à prix unitaires Montants maximum annuels Lot n°1 : 1 900 000 euros Lot n°2 : 150 000 euros	Négociation non autorisée par le code des marchés publics
14/05/2012	Acquisition, installation et mise en exploitation de deux bornes interactives avec la possibilité d'installation d'une borne supplémentaire pour les cimetières communaux	ULTIMEDIA	Montant de la tranche ferme : 9 375 euros Montant de la tranche conditionnelle : 4 515 euros	Montant de la tranche ferme : 9 825 euros (supplément avec le prix de personnalisation des bornes couleur et logo) Montant de la tranche conditionnelle : 4 125 euros
14/05/2012	Contrat d'achat de spectacle "SYRANO LES CITES D'EMERAUDE" qui a eu lieu le jeudi 24 mai 2012 au Palais de la Culture	MUSICAL TOUR PRODUCTION	6 100 euros	Achat spécifique, pas de négociation

16/05/2012	1er marché subséquent relatif aux travaux courants de maintenance et d'entretien des installations électriques dans les bâtiments communaux de la ville de Puteaux	LEBRUN ET FILS	Identique à l'accord cadre correspondant	Aucune négociation engagée
16/05/2012	1er marché subséquent relatif aux travaux courants de maintenance et d'entretien électrique des postes haute tension appartenant à la ville de Puteaux	LEBRUN ET FILS	Identique à l'accord cadre correspondant	Aucune négociation engagée
16/05/2012	1er marché subséquent relatif aux travaux courants de maçonnerie à réaliser dans les bâtiments communaux	EIFFAGE CONSTRUCTION	Identique à l'accord cadre correspondant	Aucune négociation engagée
16/05/2012	1er marché subséquent relatif aux travaux courants de ravalement à réaliser dans les bâtiments communaux	SESINI & LONGHY	Identique à l'accord cadre correspondant	Aucune négociation engagée
16/05/2012	1er marché subséquent relatif aux travaux courants d'entretien, de réparation et de réhabilitation de revêtement de sols à réaliser dans les bâtiments communaux	OMNI DECORS	Identique à l'accord cadre correspondant	Aucune négociation engagée
16/05/2012	1er marché subséquent relatif aux travaux courants d'entretien, de réparation et de réhabilitation de parquets à réaliser dans les bâtiments communaux	OMNI DECORS	Identique à l'accord cadre correspondant	Aucune négociation engagée
16/05/2012	1er marché subséquent relatif aux travaux courants d'entretien, de réparation et de réhabilitation de sols sportifs à réaliser dans les bâtiments communaux	OMNI DECORS	Identique à l'accord cadre correspondant	Aucune négociation engagée
16/05/2012	1er marché subséquent relatif aux travaux courants de couverture à réaliser dans les bâtiments communaux et du centre de loisirs la Falaise	SCHNEIDER ET CIE	Identique à l'accord cadre correspondant	Aucune négociation engagée
16/05/2012	1er marché subséquent relatif aux travaux courants d'étanchéité à réaliser dans les bâtiments communaux et du centre de loisirs la Falaise	SCHNEIDER ET CIE	Identique à l'accord cadre correspondant	Aucune négociation engagée
25/05/2012	Accord cadre relatif aux manifestations à caractère culturel et social organisées par la ville de Puteaux, le Centre Communal d'Action Sociale et la Caisse des Ecoles	LOCAMANEGE, MELUSINE, ESCAPE.COM, KMC ANIMATION, ARTISTIC CONSULTANT, EVEREST PRODUCTION, REIBAUD COMMUNICATION EVENT PC, LA FERME DE TILIGOLO	Marché à bons de commande	Aucune négociation engagée
30/05/2012	Entretien et renouvellement des espaces verts du village de vacances Les Trois Hameaux à Ploemeur	ROPERT FRERES	Montant maximum annuel : 190 000 euros	Négociation non autorisée par le code des marchés publics
01/06/2012	Contrat d'abonnement pour l'entretien et l'accord de l'orgue de l'Eglise Notre Dame de Puteaux	HEDELIN ET CIE	909,60 euros par an	Achat spécifique, pas de négociation
04/06/2012	Prestations de nettoyage et d'entretien des crèches et de l'établissement Archa de Noé de la ville de Puteaux Lot n°2 : nettoyage et entretien de l'établissement Archa de Noé	STEM PROPRETE	Lot n°2 * décomposition du prix global et forfaitaire : 23 020,10 euros * bordereau des prix unitaires : ** taux horaire pour un local suite à des travaux internes ou une dégradation : 18,50 euros *** taux horaire pour un local suite à une fermeture annuelle, remise en état avant la réouverture et en cas de manifestations (diverses) : 18,50 euros	Négociation non autorisée par le code des marchés publics

**COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES PAR MADAME LE MAIRE
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L2122.22-4° DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

AVENANTS

Date de Notification	Objet	Attributaires
22/02/2012	Avenant n°1 au marché de réservation de places en crèches privée pour la Ville de Puteaux	LE JARDIN ETOILE
19/03/2012	Avenant n°2 au lot n°1 du marché relatif à l'entretien, la réparation et au changement des divers contrôles d'accès sur l'ensemble de la Ville de Puteaux	A.C.V.D
16/03/2012	Avenant n°1 au marché relatif à l'entretien et aux travaux afférents aux installations de plomberie dans les bâtiments communaux	LA LOUISIANE
22/03/2012	Avenant n°1 au marché relatif à la mise en peinture du mobilier urbain sur le territoire de la Ville de Puteaux	KORRIGAN
03/04/2012	Avenants n°1 aux lots n°1 et n°2 du marché relatif aux travaux de maintenance et d'entretien des installations électriques dans les bâtiments communaux de la ville de Puteaux	AMICA
05/04/2012	Avenants n°1 aux lots n°1 et n°2 du marché relatif aux travaux de couverture et d'étanchéité à réaliser dans les bâtiments communaux de la Ville de Puteaux et du centre de loisirs à la Falaise	Lot n°1 : SCHNEIDER ET CIE Lot n°2 : DESCHAMPS
10/04/2012	Avenant n°1 au marché relatif aux travaux neufs de voirie de la Ville de Puteaux	FAYOLLE ET FILS
10/04/2012	Avenant n°1 aux 2 lots relatif à l'entretien de la voirie routière sur la Ville de Puteaux	FAYOLLE ET FILS
12/04/2012	Avenant 1 aux lots n°1 (travaux de maçonnerie) et n°2 (travaux de ravalement) du marché relatif aux travaux de maçonnerie et de ravalement à réaliser dans les bâtiments communaux de la Ville de Puteaux	Lot n°1 : EIFFAGE CONSTRUCTION Lot n°2 : ELIEZ

Lot n°1 : le 13/04/12 Lots n° 2 et 3 : le 14/04/12	Avenant n°1 aux lots 1,2 et 3 relatif au marché de travaux de réfection de sols à réaliser dans les bâtiments communaux	Lot n° 1 : DELAVAL SOL Lot n° 2 : OMNI DECORS Lot n°3 : JMS
17/04/2012	Avenants n°2 aux lots 1 et 2 du marché relatif aux prestations de nettoyage de l'établissement Godefroy/Saulnier et de la crèche des Câlins de la Ville de Puteaux	Lot n°1 : ARCADE Lot n°2 : LABRENNE PROPRETE
03/05/2012	Avenant n°1 au marché relatif aux prestations de nettoyage et d'entretien des crèches de la ville de Puteaux	TEP
07/05/2012	Avenant n°2 au marché relatif au nettoyage de la voirie, des marchés forains, des parkings publics et du cimetière nouveau de Puteaux	SITA ILE DE France
11/05/2012	Avenant n°1 au lot n°1 du marché relatif à la mise à disposition, implantation, entretien et exploitation de mobilier urbain de la Ville de Puteaux	JC DECAUX France
14/05/2012	Avenant n°1 au lot n°1 du marché relatif aux travaux de construction d'un parking souterrain aux angles des rues Francis de Pressensé, Voltaire et G. Legagneux à Puteaux	CERP
24/05/2012	Avenant n°2 au marché relatif à la fabrication et pose d'enseignes et de traverses artisanales de rues sur différents sites de la Ville de Puteaux	ENTRIPISE MSISE
31/05/2012	Avenant n°1 au marché d'assurance dommages ouvrage pour la construction d'un parking souterrain à l'angle des rues Pressensé et Voltaire à Puteaux	VERSPIEREN
01/06/2012	Avenant n°3 au marché de maîtrise d'œuvre pour la création d'un parc de stationnement, l'aménagement d'un square et la construction d'une serre du 36 bis au 46 rue Eugène Eichenberger à Puteaux	ARCHITECTE ALAIN DERBESSE

COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES PAR MADAME LE MAIRE
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L2122.22-4° DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

CONVENTIONS

Date de Notification	Objet	Attributaires	Montant HT
20/04/2012	Convention d'occupation du domaine public pour l'exploitation du bar de la piscine de l'île de Puteaux	FRANCEVENEMENTS	Montant de la redevance partie fixe : 5 000 euros Partie variable : 5 %
25/04/2012	Convention d'occupation du domaine public pour l'exploitation du futur restaurant situé au 23 rue Eichenberger à Puteaux	Monsieur Jérémie MALVY	Montant de la redevance : 8 % du chiffre d'affaires annuel Montant de la redevance partie fixe : 6 000 euros par mois
29/05/2012	Convention d'occupation du domaine public pour l'exploitation d'un snack bar sur l'esplanade de l'hôtel de ville	Monsieur HAUDRECHY	Montant de la redevance : 6 % du chiffre d'affaires

COMMUNICATION

24/05/2012

CONSEIL MUNICIPAL DU MOIS DE JUIN 2012

COMMUNICATION RELATIVE AUX SOUS-TRAITANTS

Il est communiqué au Conseil Municipal l'agrément des sous-traitants suivants :

1.	<p><u>Marché pour la construction d'un conservatoire municipal de musique, danse, art dramatique et chant - Entreprise CAPOCCI – SFI (sous-traitant de 1^{er} rang de l'entreprise BATEG)</u></p> <p>L'entreprise CAPOCCI - SFI - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société AROC (sous-traitant de second rang) pour les travaux de dressement et ferrailage.</p>
2.	<p><u>Marché de travaux et d'entretien des réseaux d'éclairage public et de signalisation lumineuse tricolore – Lot n° 2 : Travaux de maintenance et d'entretien des signalisations lumineuses tricolores - Entreprise SATELEC</u></p> <p>L'entreprise SATELEC - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société AXIMUM pour la fourniture astreinte et entretien dynamique de réseau de signalisation lumineuse tricolore (année 2012).</p>
3.	<p><u>Marché de maintenance et d'entretien des installations électriques dans les bâtiments communaux – Entreprise AMICA</u></p> <p>L'entreprise AMICA - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société LUNELEC pour des interventions ponctuelles de maintenance et d'entretien des installations électriques de janvier à fin mars 2012</p>
4.	<p><u>Marché pour la construction d'un parking souterrain à l'angle des rues F. de Pressensé, Voltaire et G. Lagagneux - Entreprise BENTIN</u></p> <p>L'entreprise BENTIN - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société FORET pour des travaux de désenfumage et ventilation</p>
5.	<p><u>Marché pour la construction d'un parking souterrain à l'angle des rues F. de Pressensé, Voltaire et G. Lagagneux - Entreprise BENTIN</u></p> <p>L'entreprise BENTIN - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société SACAMAS pour des travaux d'ascenseur</p>
6.	<p><u>Marché pour la construction d'un conservatoire municipal de musique, danse, art dramatique et chant - Entreprise BATEG</u></p> <p>L'entreprise BATEG - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société CCRT pour des travaux de couverture zinc</p>
7.	<p><u>Marché de Marché multiservices pour la maintenance et l'entretien du Palais des Sports - Entreprise ENERGILEC</u></p> <p>L'entreprise ENERGILEC - Titulaire, présente le sous-traitant suivant :</p>

	Société THOP-THERMIQUE pour le remplacement de l'afficheur du brûleur et de la sonde
8.	<p><u>Marché relatif aux travaux de maçonnerie et de ravalement sur le territoire de la Ville de Puteaux - Entreprise EIFFAGE</u></p> <p>L'entreprise EIFFAGE - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société BEST pour l'étude pour la création d'escalier de secours.</p>
9.	<p><u>Marché pour la construction d'un parking souterrain à l'angle des rues F. de Pressensé, Voltaire et G. Lagagneux – Lot n° 1 - Entreprise SFI</u></p> <p>L'entreprise SFI - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société BADI pour le dressement et le ferrailage.</p>
10.	<p><u>Marché pour la construction d'un conservatoire municipal de musique, danse, art dramatique et chant - Entreprise BATEG</u></p> <p>L'entreprise BATEG - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société AUER CONSTRUCTIONS METALLIQUES pour la charpente métallique salle 150 et les 2 passerelles intérieures R+1 et R+2.</p>
11.	<p><u>Marché de maintenance et d'entretien des installations électriques dans les bâtiments communaux - Entreprise AMICA</u></p> <p>L'entreprise AMICA - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société A.M.C. COM pour des interventions ponctuelles de maintenance et d'entretien des installations électriques de janvier à fin mars 2012. (Annulation de la déclaration de sous-traitance)</p>
12.	<p><u>Marché multiservices pour la maintenance et l'entretien du Palais des Sports - Entreprise ENERGILEC</u></p> <p>L'entreprise ENERGILEC - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société A.E.P. pour un supplément de travaux sur pompe de relevage local traitement d'eau.</p>
13.	<p><u>Marché multiservices pour la maintenance et l'entretien du Palais des Sports - Entreprise ENERGILEC</u></p> <p>L'entreprise ENERGILEC - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société A.E.P. pour travaux sur pompe de relevage local traitement d'eau (Acte modificatif).</p>
14.	<p><u>Marché relatif aux travaux de maçonnerie et de ravalement sur le territoire de la Ville de Puteaux - Entreprise EIFFAGE</u></p> <p>L'entreprise EIFFAGE - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société SERVICE CATULIENNE BATIMENT INDUSTRIEL pour des travaux de maçonnerie au Domaine de la Falaise.</p>
15.	<p><u>Marché pour la construction d'un parking souterrain à l'angle des rues F. de Pressensé, Voltaire et G. Lagagneux – Lot n° 1 - Entreprise CERP</u></p> <p>L'entreprise CERP - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société CREATION GRAND FORMAT pour la fourniture et pose de palissade avec décors PVC.</p>
16.	<p><u>Marché pour la construction d'un parking souterrain à l'angle des rues F. de</u></p>

	<p><u>Pressensé, Voltaire et G. Lagagneux – Lot n° 1 - Entreprise CERP</u> L'entreprise CERP - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société SFI pour la mise en œuvre d'ancrage de radier.</p>
17.	<p><u>Marché de maintenance et d'entretien des installations électriques dans les bâtiments communaux - Entreprise AMICA</u> L'entreprise AMICA - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société TEB pour des interventions ponctuelles de maintenance et d'entretien des installations électriques de janvier à fin mars 2012.</p>
18.	<p><u>Marché pour la construction d'un conservatoire municipal de musique, danse, art dramatique et chant - Entreprise BATEG</u> L'entreprise BATEG - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société EUODALLAGES pour des travaux de coulage, vibration et lissage des planchers et radiers.</p>
19.	<p><u>Marché pour la construction d'un conservatoire municipal de musique, danse, art dramatique et chant - Entreprise BATEG</u> L'entreprise BATEG - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société SN BAT pour des travaux de coffrage, étalement, réglage de planchers, pose de poutres, pose de parpaings.</p>
20.	<p><u>Marché de maintenance et d'entretien des installations électriques dans les bâtiments communaux - Entreprise CARMAX</u> L'entreprise CARMAX - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société STANOJEVIC pour la réfection des installations électriques de la cuisine – Caserne des pompiers.</p>
21.	<p><u>Marché relatif aux travaux de maçonnerie et de ravalement sur le territoire de la Ville de Puteaux - Entreprise EIFFAGE</u> L'entreprise EIFFAGE - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société BEST pour des travaux de « étude béton pour campanile ».</p>
22.	<p><u>Marché pour la construction d'un conservatoire municipal de musique, danse, art dramatique et chant - Entreprise BATEG</u> L'entreprise BATEG - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société GEOFI pour des travaux de « tirants de radier »</p>
23.	<p><u>Marché de travaux et d'entretien des réseaux d'éclairage public et de signalisation lumineuse tricolore – Lot n° 2 : Travaux de maintenance et d'entretien des signalisations lumineuses tricolores - Entreprise SATELEC</u> L'entreprise SATELEC- Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société AXIMUM pour la fourniture astreinte et entretien dynamique de réseau de signalisation lumineuse tricolore pour l'année 2010</p>
24.	<p><u>Marché pour la construction d'un conservatoire municipal de musique, danse, art dramatique et chant - Entreprise BATEG</u> L'entreprise BATEG - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société RAMOS pour les travaux d'assainissement.</p>

25.	<p><u>Marché pour la construction d'un conservatoire municipal de musique, danse, art dramatique et chant - Entreprise BATEG</u> L'entreprise BATEG - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société KONE pour la fourniture et la pose d'ascenseurs.</p>
26.	<p><u>Marché pour la construction d'un conservatoire municipal de musique, danse, art dramatique et chant – Lot n° 2 : scénographie - Entreprise TAMBE</u> L'entreprise TAMBE - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société SAVIEX pour la fourniture et pose des fauteuils.</p>
27.	<p><u>Marché relatif aux travaux de maçonnerie et de ravalement sur le territoire de la Ville de Puteaux - Entreprise EIFFAGE</u> L'entreprise EIFFAGE - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société SAVERBAT pour une réalisation en montage brique à brique à l'Hôtel de Ville.</p>
28.	<p><u>Marché pour la construction d'un parking souterrain à l'angle des rues F. de Pressensé, Voltaire et G. Lagagneux – Lot n° 1 - Entreprise CERP</u> L'entreprise CERP - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société RABANAP pour les travaux de rabattement de nappe.</p>
29.	<p><u>Marché pour la construction d'un parking souterrain à l'angle des rues F. de Pressensé, Voltaire et G. Lagagneux – Lot n° 1 - Entreprise CERP</u> L'entreprise CERP - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société ETANDEX pour les travaux de cuvelage.</p>
30.	<p><u>Marché pour le nettoyage de la vitrerie inaccessible du palais de la médiathèque - Entreprise ENERGILEC</u> L'entreprise ENERGILEC - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société TRAPÈZE pour le nettoyage de la vitrerie inaccessible.</p>
31.	<p><u>Marché de travaux de maintenance de la GTC du palais des sports – Entreprise ENERGILEC</u> L'entreprise ENERGILEC - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société SIEMENS pour la maintenance de la GTC.</p>
32.	<p><u>Marché pour le nettoyage de la vitrerie extérieure par des alpinistes à la Médiathèque - Entreprise ENERGILEC</u> L'entreprise ENERGILEC - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société TPGH pour le nettoyage des vitreries extérieures.</p>
33.	<p><u>Marché multiservices pour la maintenance et l'entretien de la Médiathèque - Entreprise ENERGILEC</u> L'entreprise ENERGILEC - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société THOP-THERMIQUE pour l'entretien et le dépannage des chaudières.</p>
34.	<p><u>Marché multiservices pour la maintenance et l'entretien du Palais des Sports - Entreprise ENERGILEC</u> L'entreprise ENERGILEC - Titulaire, présente le sous-traitant suivant :</p>

	Société THOP-THERMIQUE pour l'entretien et le dépannage des chaudières.
35.	<p><u>Marché pour la construction d'un conservatoire municipal de musique, danse, art dramatique et chant - Entreprise BATEG</u> L'entreprise BATEG - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société ÉTANCHÉITÉ RATIONNELLE pour les travaux de cuvelages.</p>
36.	<p><u>Marché multiservices pour la maintenance et l'entretien du Palais des Sports - Entreprise ENERGILEC</u> L'entreprise ENERGILEC - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société ELISATH pour le contrat de maintenance.</p>
37.	<p><u>Marché multiservices pour la maintenance et l'entretien du Palais des Sports - Entreprise ENERGILEC</u> L'entreprise ENERGILEC - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société CCTE pour maintenance des machines frigorifiques.</p>
38.	<p><u>Marché multiservices pour la maintenance et l'entretien du Palais des Sports - Entreprise ENERGILEC</u> L'entreprise ENERGILEC - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société POSÉIDON pour la maintenance annuelle pour les 2 bassins intérieurs équipés du système Poséidon (système d'aide à la prévention des noyages).</p>
39.	<p><u>Marché multiservices pour la maintenance et l'entretien du Palais des Sports - Entreprise ENERGILEC</u> L'entreprise ENERGILEC - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société SOLAREO pour une étude de faisabilité « énergie solaire ».</p>
40.	<p><u>Marché pour la maintenance et l'entretien de la Médiathèque - Entreprise ENERGILEC</u> L'entreprise ENERGILEC - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : SOCIÉTÉ D'APPLICATION ET D'INGÉNIERIE INDUSTRIELLE ET INFORMATIQUE pour la maintenance des onduleurs.</p>
41.	<p><u>Marché pour la construction d'un conservatoire municipal de musique, danse, art dramatique et chant - Entreprise BATEG</u> L'entreprise BATEG - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société MGD pour les menuiseries intérieures.</p>
42.	<p><u>Marché pour la construction d'un conservatoire municipal de musique, danse, art dramatique et chant - Entreprise BATEG</u> L'entreprise BATEG - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société ACOPLAN pour les cloisons mobiles.</p>
43.	<p><u>Marché pour la construction d'un conservatoire municipal de musique, danse, art dramatique et chant - Entreprise BATEG</u> L'entreprise BATEG - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société RIVETANCHE pour l'étanchéité.</p>

44.	<p><u>Marché pour la construction d'un conservatoire municipal de musique, danse, art dramatique et chant - Entreprise BATEG</u></p> <p>L'entreprise BATEG - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société ENVERT pour les espaces verts.</p>
45.	<p><u>Marché pour la construction d'un conservatoire municipal de musique, danse, art dramatique et chant - Entreprise BATEG</u></p> <p>L'entreprise BATEG - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société MCC pour le traitement des façades en pierre et revêtement de sol en pierre</p>
46.	<p><u>Marché pour la construction d'un parking souterrain à l'angle des rues F. de Pressensé, Voltaire et G. Lagagneux - Lot n° 1 - Entreprise CERP</u></p> <p>L'entreprise CERP - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société ARMATURES ET CONSTRUCTIONS MODERNES pour les armatures HA/TS en fond de coffrage.</p>
47.	<p><u>Marché pour la construction d'un parking souterrain à l'angle des rues F. de Pressensé, Voltaire et G. Lagagneux - Lot n° 1 - Entreprise CERP</u></p> <p>L'entreprise CERP - Titulaire, présente le sous-traitant suivant : Société LIZSOL pour la fourniture et la mise en œuvre de béton.</p>

COMMUNICATION

24/05/2012

CONSEIL MUNICIPAL DU MOIS DE JUIN 2012

COMMUNICATION RELATIVE AUX AVENANTS

Il est communiqué au Conseil Municipal l'avenant suivant :

- **Avenant n° 1 au marché de fourniture et pose de treillages modulaires pour les espaces verts de la Ville de Puteaux et du site de la Falaise**
Marché : Entreprise TREILLAGES MARTIN
Objet : Transfert du siège social ainsi que la modification du numéro au Registre du Commerce et des Sociétés

COMMUNICATION

07/06/2012

CONSEIL MUNICIPAL DU MOIS DE JUIN 2012

COMMUNICATION RELATIVE AUX DÉCOMPTES

Il est communiqué au Conseil Municipal les Décomptes Généraux Définitifs suivants :

- **Marché de travaux d'aménagement de la restauration du personnel municipal dans les locaux du Palais des Congrès – Entreprise SAB**

1	RÉCAPITULATIF DÉCOMPTÉ GÉNÉRAL	
	Montant HT (en euros)	Montant TTC (en euros)
Marché de base	848 545,40	1 014 860,29
Montant du marché	848 545,40	1 014 860,29
Reste à régler	15 788,15	18 882,62
Travaux réalisés dans les délais contractuels		

- **Marché de travaux d'aménagement de la restauration du personnel municipal dans les locaux du Palais des Congrès - Entreprise SIEMENS**

2	RÉCAPITULATIF DÉCOMPTÉ GÉNÉRAL	
	Montant HT (en euros)	Montant TTC (en euros)
Marché de base	50 000,00	59 800,00
Montant du marché	50 000,00	59 800,00
Reste à régler	24 883,38	29 760,52
Travaux réalisés dans les délais contractuels		

- **Marché de travaux de mise aux normes des installations électriques de l'Hôtel Le Crêt du Loup à la Clusaz - Entreprise BENTIN**

3	RÉCAPITULATIF DÉCOMPTÉ GÉNÉRAL	
	Montant HT (en euros)	Montant TTC (en euros)
Marché de base	32 694,76	39 102,93
Montant du marché	32 694,76	39 102,93
Reste à régler	653,90	782,06
Travaux réalisés dans les délais contractuels		

- **Marché de travaux de peinture et faïence – Halte culturelle Bellini - Entreprise OMNI DECORS**

4	RÉCAPITULATIF DÉCOMPTE GÉNÉRAL	
	Montant HT (en euros)	Montant TTC (en euros)
Marché de base	5 175,00	6 189,30
Montant du marché	5 175,00	6 189,30
Reste à régler	5 175,00	6 189,30
Travaux réalisés dans les délais contractuels		

- **Marché de travaux de peinture et faïence – Halte culturelle Bellini - Entreprise OMNI DECORS**

5	RÉCAPITULATIF DÉCOMPTE GÉNÉRAL	
	Montant HT (en euros)	Montant TTC (en euros)
Marché de base	7 729,00	9 243,88
Montant du marché	7 729,00	9 243,88
Reste à régler	0	0
Travaux réalisés dans les délais contractuels		

- **Marché de démolition de l'ancien centre médico-social – Lot n° 3 : plomberie – Entreprise PATTOU**

6	RÉCAPITULATIF DÉCOMPTE GÉNÉRAL	
	Montant HT (en euros)	Montant TTC (en euros)
Marché de base	47 000,00	56 212,00
Montant du marché	47 000,00	56 212,00
Reste à régler	2 350,00	2 810,61
Travaux réalisés dans les délais contractuels		

- **Marché pour la restructuration de l'école République – Entreprise EIFFAGE CONSTRUCTION**

7	RÉCAPITULATIF DÉCOMPTE GÉNÉRAL	
	Montant HT (en euros)	Montant TTC (en euros)
Marché de base	2 633 141,91	3 149 237,72
Montant du marché	2 633 141,91	3 149 237,72
Reste à régler	127 383,08	152 350,16
Travaux réalisés dans les délais contractuels		

- **Marché pour la restructuration de l'école République – Entreprise OMNI DECORS**

8	RÉCAPITULATIF DÉCOMPTE GÉNÉRAL	
	Montant HT (en euros)	Montant TTC (en euros)
Marché de base	664 155,20	794 329,62
Montant du marché	664 155,20	794 329,62
Reste à régler	4 213,35	5 039,17
Travaux réalisés dans les délais contractuels		

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012

QUESTION N° 6

**RESILIATION DE LA DELEGATION DE SERVICE
PUBLIC ET REPRISE EN REGIE DIRECTE
DE L'EXPLOITATION DU CINEMA LE CENTRAL**

Rapport de la Direction Générale

Résiliation de la délégation de service public portant sur l'exploitation du complexe cinématographique de l'Ilot Montaigne à Puteaux et reprise en régie du service

1) Présentation du mode actuel de gestion du complexe cinématographique de l'Ilot Montaigne

Le 30 janvier 2008, la Convention de délégation de service public sous forme d'affermage portant sur l'exploitation d'un complexe cinématographique de l'Ilot Montaigne, a été notifiée à la société Nouvelle des Cinémas de Dreux. Cette délégation a pris effet le 18 février 2009.

Ainsi, la Commune de Puteaux confiait l'exploitation, la gestion et l'entretien du cinéma « Le Central » à la société Nouvelle des Cinémas de Dreux qui agissait pour son propre compte et à ses risques et périls.

En contrepartie, la Commune mettait à disposition les équipements nécessaires à l'exploitation du service.

2) Justifications de la reprise en régie de ce service

Au regard des rapports annuels obligatoires rendus en 2009 et en 2010, il s'avère que le bilan n'est pas à la hauteur des objectifs prévus dans le compte d'exploitation prévisionnel.

Malgré un nombre de 45 231 entrées sur l'année 2010, attestant de l'intérêt des puteoliens pour ce service culturel, la Ville constate que les recettes sont inférieures à ce qui était prévu au compte d'exploitation prévisionnel.

Par ailleurs, le complexe cinématographique souffre d'un manque de programmation dynamique avec la diffusion tardive, ou l'insuffisance de diffusion, de films à succès.

Soucieuse de préserver ce service culturel très apprécié des puteoliens, la Ville a engagé une réflexion afin d'optimiser la gestion de ce service.

Après diverses rencontres avec le délégataire, il est apparu difficile de résoudre ces difficultés par une renégociation des conditions initiales d'exploitation.

Par ailleurs, la Ville s'est également rapprochée d'autres collectivités ayant opté pour une reprise en régie afin de comparer les avantages de ce type de gestion.

Ainsi, il apparaît que la gestion en régie directe permettra à la Ville d'optimiser la gestion de ce service notamment par une meilleure complémentarité entre les différents équipements culturels de la Ville (mutualisation des moyens humains et techniques).

Enfin, la Ville, soucieuse d'améliorer la programmation par la diffusion plus systématique des films à succès, a lancé une procédure d'appel d'offres ouvert relative à « la programmation des salles du cinéma de Puteaux ».

La CAO qui s'est réunie le mardi 12 juin 2012 à 17h a attribué ce marché à la société UGC.

Ce contrat de programmation permettra à la Ville de dynamiser son offre et d'attirer plus de public. En effet, la société UGC propose de diffuser un large choix de films adaptés à la Ville de Puteaux. Par ailleurs, la Ville va engager la numérisation de la 2^{ème} salle de cinéma afin de favoriser la diffusion des films qui sont majoritairement diffusés en copies numériques.

3) Modalités de reprise en régie du service

➤ Concernant le délégataire actuel

Le délégataire est favorable à une résiliation amiable de la délégation de service public portant sur l'exploitation du complexe cinématographique de l'îlot Montaigne.

➤ Concernant la situation du personnel employé par le délégataire

Conformément à l'article L.1224-3 du Code du Travail « Lorsque l'activité d'une entité économique employant des salariés de droit privé est, par transfert de cette entité, reprise par une personne publique dans le cadre d'un service public administratif, il appartient à cette personne publique de proposer à ces salariés un contrat de droit public, à durée déterminée ou indéterminée selon la nature du contrat dont ils sont titulaires.

Sauf disposition légale ou conditions générales de rémunération et d'emploi des agents non titulaires de la personne publique contrares, le contrat qu'elle propose reprend les clauses substantielles du contrat dont les salariés sont titulaires, en particulier celles qui concernent la rémunération.

En cas de refus des salariés d'accepter le contrat proposé, leur contrat prend fin de plein droit. La personne publique applique les dispositions relatives aux agents licenciés prévues par le droit du travail et par leur contrat ».

➤ Modalités de la reprise en régie du service

Dans le cadre de la reprise en régie, la Ville assurera elle-même la gestion de ce service public avec ses propres moyens humains, techniques et financiers.

La prise d'effet de la reprise en régie de ce service public est prévue pour septembre 2012.

Par conséquent, il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Madame le Maire à :

- résilier la délégation de service public portant sur l'exploitation du complexe cinématographique de l'îlot Montaigne pour motif d'intérêt général à compter du 1^{er} septembre 2012 ;*
- reprendre en régie directe la gestion du cinéma « Le Central » par la Ville de Puteaux.*

Le 25 juin 2012

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et plus particulièrement les articles L.1411-1 et suivants,

Vu la loi du 29 janvier 1993, relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques et ses décrets d'application,

Vu la délibération du Conseil Municipal n°3062 en date du 27 janvier 2006, approuvant le principe de la gestion déléguée du service public de l'exploitation du complexe cinématographique de l'Îlot Montaigne, ainsi que les caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire, et autorisant le Maire à mettre en œuvre la procédure décrite par les articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités territoriales,

Considérant qu'afin d'optimiser la gestion de ce service très apprécié des Puteoliens, il convient de résilier pour motif d'intérêt général la Convention de délégation de service public portant sur l'exploitation du complexe cinématographique de l'îlot Montaigne et de reprendre en régie la gestion du cinéma le Central,

Vu l'avis favorable du Comité Technique Paritaire en date du 8 juin 2012,

Vu le rapport de la direction générale des services,

DELIBERE

Article 1 *Autorise Madame le Maire à résilier la délégation de service public portant sur l'exploitation du complexe cinématographique de l'îlot Montaigne pour motif d'intérêt général à compter du 1^{er} septembre 2012.*

Article 2 *Autorise la reprise en régie directe la gestion du cinéma « Le Central » par la Ville de Puteaux.*

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012

QUESTION N° 7

**AVENANT N° 2 A LA CONVENTION D'OCCUPATION
DU DOMAINE PUBLIC POUR LA MISE
A DISPOSITION DE DISTRIBUTEURS
DE BOISSONS CHAUDES, FROIDES
ET DE CONFISERIES**

Rapport de la Direction Générale des Services

Avenant n°2 à la convention d'occupation du domaine public pour la mise à disposition de distributeurs de boissons chaudes, froides et de confiseries

La Ville de Puteaux a notifié le 16 juillet 2010 la convention d'occupation du domaine public pour la mise en place et la gestion des distributeurs de boissons chaudes, de boissons fraîches et de confiseries à la société D8 pour une durée de quatre (4) ans.

Le montant de la redevance d'occupation du domaine public est fixé de la manière suivante :

- * Partie fixe : redevance annuelle minimum de 10 000 euros ;*
- * Partie variable : 15 % du chiffre d'affaires.*

Suite à la demande des administrés et à l'avis favorable de la Commission des marchés forains rendu le 31 janvier 2012, il convient de mettre à la disposition du public quatre(4) distributeurs de boissons.

Il est convenu entre les parties que l'occupant met à disposition dans un stand vide sur le marché Chantecoq et sur le marché des Bergères, les distributeurs de boissons suivants :

- * 1 NECTA KIKKO : distributeur de boissons chaudes ;*
- * 1 NECTA DIAM 320/5 : distributeur de boissons fraîches.*

Dans ces conditions, la Convention d'occupation du domaine public nécessite la mise en place d'un avenant n°2.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter le projet d'avenant n°2 à la Convention d'occupation du domaine public pour la mise à disposition de distributeurs de boissons chaudes, froides et de confiseries ;*
- d'autoriser Madame le Maire à signer ledit avenant et à le notifier à la société D8.*

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Propriété des Personnes Publiques,

Considérant que la ville de Puteaux a notifié le 16 juillet 2010 la convention d'occupation du domaine public pour la mise en place et la gestion des distributeurs de boissons chaudes, de boissons fraîches et de confiseries à la société D8 pour une durée de quatre (4) ans,

Considérant que le montant de la redevance d'occupation du domaine public est fixé de la manière suivante :

** Partie fixe : redevance annuelle minimum de 10 000 euros ;*

** Partie variable : 15 % du chiffre d'affaires.*

Considérant que les prestations doivent être assurées sur des emplacements appartenant au domaine public de la ville de Puteaux,

Considérant que suite à la demande des administrés et à l'avis favorable de la Commission des marchés forains rendu le 31 janvier 2012, il convient de mettre à la disposition du public quatre(4) distributeurs de boissons supplémentaires,

Vu le rapport établi par la Direction Générale des Services,

Vu le projet d'avenant n°2 relatif à la Convention d'occupation du domaine public pour la mise en place et la gestion des distributeurs de boissons chaudes, de boissons fraîches et de confiseries,

Délibère

Article 1 *Le projet d'avenant n°2 relatif à la convention d'occupation du domaine public pour la mise à disposition de distributeurs de boissons chaudes, froides et de confiseries est adopté.*

Article 2 *Le Maire est autorisé à signer ledit avenant et à le notifier à la société D8, titulaire de la convention.*

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.
Transmis au Représentant de l'Etat.

PROJET



Avenant n° 2 à la Convention d'occupation du domaine public pour la mise à disposition de distributeurs de boissons chaudes, froides et de confiseries

Avenant n°2 à la Convention

Entre :

La Ville de Puteaux, représentée par son Député-Maire, **Joëlle CECCALDI-RAYNAUD**, sise 131 rue de la République, 92800 Puteaux.

Désignée ci-après «la ville de Puteaux»

Service chargé du suivi d'exécution du contrat :
Service des Achats

Et :

Société D8
7/9 rue Léon Geffroy
94400 VITRY SUR SEINE

Représentée par Monsieur FERROLI Bruno, Directeur Commercial

Désignée ci-après «l'occupant»

Ci-après désignées collectivement «les Parties»

Etant préalablement exposé ce qui suit :

- La Ville de Puteaux a notifié le 16 juillet 2010 la convention d'occupation du domaine public pour la mise en place et la gestion des distributeurs de boissons chaudes, de boissons fraîches et de confiseries à la société D8 pour une durée de quatre (4) ans.

-Le montant de la redevance d'occupation du domaine public est fixé de la manière suivante :

- * Partie fixe : redevance annuelle minimum de 10 000 euros ;
- * Partie variable : 15 % du chiffre d'affaires.

- Suite à la demande des administrés et à l'avis favorable de la Commission des marchés forains rendu le 31 janvier 2012, il convient de mettre à la disposition du public quatre(4) distributeurs de boissons.

- Il est convenu entre les parties que l'occupant met à disposition dans un stand vide sur le marché Chantecoq et sur le marché des Bergères, les distributeurs de boissons suivants :

- * 1 NECTA KIKKO : distributeur de boissons chaudes ;
- * 1 NECTA DIAM 320/5 : distributeur de boissons fraîches.

- Dans ces conditions, la Convention d'occupation du domaine public nécessite la mise en place d'un avenant n°2.

Il y a lieu de compléter les dispositions contractuelles existantes :

Article 1

Suite à la demande des administrés et à l'avis favorable de la Commission des marchés forains rendu le 31 janvier 2012, il est convenu entre les parties que l'occupant met à la disposition du public quatre(4) distributeurs de boissons supplémentaires dans un stand vide sur le marché Chantecoq et sur le marché des Bergères. Les distributeurs de boissons sont les suivants :

- * 1 NECTA KIKKO : distributeur de boissons chaudes ;
- * 1 NECTA DIAM 320/5 : distributeur de boissons fraîches.

Article 2

Les autres clauses de la convention restent inchangées et applicables dans leur totalité. En cas de contradiction, les dispositions du présent avenant prévalent.

Article 3

Le présent avenant prendra effet après notification à l'occupant.

Fait à Puteaux, en quatre exemplaires originaux, le.....

Pour la ville de Puteaux

Pour le titulaire

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012

QUESTION N° 8

**AUTORISATION AU MAIRE DE DEPOSER
UNE DEMANDE DE DECLARATION PREALABLE**

RAPPORT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

AUTORISATION AU MAIRE DE DÉPOSER UNE DEMANDE DE DÉCLARATION PRÉALABLE RELATIVE À LA MODIFICATION DE L'ACCÈS PARKING DE LA RÉSIDENCE DE LA VIEILLE ÉGLISE

Le parking de la vieille église est occupé en partie par les habitants de la résidence de la vieille église et en partie par les salariés d'une société voisine.

Afin d'inscrire la sortie piétonne actuelle du parking en continuité avec la façade existante de la résidence, la Ville de Puteaux envisage la modification de l'accès parking afin que chacun bénéficie d'un accès identifié.

Ces travaux nécessitent une demande de Déclaration Préalable.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser le Maire à déposer et mettre en œuvre une demande de Déclaration Préalable pour la modification de l'accès parking de la résidence de la vieille église et uniquement pour la partie « domaine public ».

Fait le 17 avril 2012

LE CONSEIL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme,

CONSIDÉRANT le projet de modification de l'accès parking de la résidence de la vieille église,

CONSIDÉRANT que cette opération nécessite une demande de Déclaration Préalable,

VU le rapport de la Direction Générale en date du 17 avril 2012,

D É L I B È R E

ARTICLE UNIQUE : Autorise le Maire à déposer et mettre en œuvre une demande de Déclaration Préalable relative à la modification de l'accès parking de la résidence de la vieille église et uniquement pour la partie « domaine public ».

« La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et, ou, de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes qui résident en outre-mer ou à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Transmis au représentant de l'Etat. »

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012

QUESTION N° 9

**AUTORISATION AU MAIRE DE DEPOSER
UNE DEMANDE DE PERMIS DE DEMOLIR**

RAPPORT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

AUTORISATION AU MAIRE DE DÉPOSER UNE DEMANDE DE PERMIS DE DÉMOLIR DU PAVILLON SIS 10, CHEMIN DE LA COMPAGNIE DES EAUX - CADASTRÉ SECTION H – PARCELLE N° 155

La Ville est propriétaire d'un pavillon sis 10, Chemin de la compagnie des eaux qui est vétuste et libre de toute occupation. Elle envisage de le démolir pour demain y accueillir l'Association Franco-portugaise de Puteaux qui ne peut rester au 17, rue Charcot, frappé par la future ZAC CHARCOT.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser le Maire à déposer et à mettre en œuvre une demande de permis de démolir pour le pavillon situé 10, Chemin de la compagnie des eaux.

Fait le 4 juin 2012

PROJET

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme,

CONSIDÉRANT que la Ville est propriétaire d'un pavillon sis 10, Chemin de la compagnie des eaux se trouvant dans un état vétuste,

VU la demande de Permis de Démolir,

VU le rapport de la Direction Générale en date du 4 juin 2012,

D É L I B È R E

ARTICLE 1 : Autorise le Maire à déposer et mettre en œuvre la demande de Permis de Démolir pour le pavillon situé 10, Chemin de la compagnie des eaux à Puteaux.

« La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Transmis au représentant de l'Etat. »

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012

QUESTION N° 10

**ACQUISITION AMIABLE D'UN VOLUME
EN TREFONDS SUR UNE PARCELLE
SISE 8-10-10 BIS RUE VICTOR HUGO**

RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

<p>ACQUISITION AMIABLE D'UN VOLUME EN TREFONDS SUR UNE PARCELLE 8-10 et 10 bis RUE VICTOR HUGO</p>

L'Office Public d'Habitat de Puteaux est propriétaire d'une parcelle de terrain de 751 m² cadastrée V n°186, 8 – 10 et 10 bis rue Victor Hugo.

La Ville de Puteaux est propriétaire de deux parcelles contiguës cadastrées V n° 98 et V n° 97 de contenance respective de 215 m² et 652 m² au 4 et 6 rue Victor Hugo.

Les deux propriétaires se sont rapprochés et ont décidé la construction d'un parking public en souterrain de maîtrise d'ouvrage Ville de Puteaux sous les trois parcelles.

Le Service France Domaine a été consulté.

Aussi, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Autoriser l'acquisition d'un volume en tréfonds de la parcelle cadastrée V n° 186 appartenant à l'OPH et à signer tous les actes relatifs à cette affaire
- Autorise le Maire de Puteaux à conduire les études et à déposer toute demande d'autorisation d'urbanisme relative à cette affaire

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 2122-22,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L 210-1 et suivants et L 300-1, modifiés par la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment son article L 1112-3,

Vu la saisine de France Domaine,

Vu le rapport de la Direction Générale en date du 25 juin 2012,

Considérant que le projet de construction d'un parking public est un projet d'intérêt général,

Le Conseil,

DELIBERE

ARTICLE 1 :

Autorise l'acquisition d'un volume en tréfonds de la parcelle cadastrée V n° 186 appartenant à l'OPH et à signer tous les actes relatifs à cette affaire

ARTICLE 2 :

Autorise le Maire de Puteaux à conduire les études et à déposer toute demande d'autorisation d'urbanisme relative à cette affaire

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012

QUESTION N° 11

**MISE EN LOCATION DE PLACES DE PARKING
DE L'HOPITAL**

RAPPORT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

MISE EN LOCATION DE PLACES DE PARKING

La ville de Puteaux dispose de 10 emplacements de stationnement situés au parking de l'hôpital – 1, boulevard Richard Wallace à Puteaux.

Au vu du nombre important de demande d'administrés, il convient de mettre ces emplacements en location.

Le tarif proposé sera de 60 € mensuels.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- de louer les emplacements de stationnement situés au parking de l'hôpital – 1, boulevard Richard Wallace à Puteaux et dont le tarif sera de 60 € mensuels.

Fait le 6 avril 2012

LE CONSEIL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT que la Ville dispose de 10 emplacements de stationnement situés au parking de l'hôpital – 1, boulevard Richard Wallace à Puteaux,

CONSIDÉRANT la demande importante des administrés, il convient de mettre ces emplacements en location,

VU le rapport de la Direction Générale en date du 6 avril 2012,

D É L I B È R E

ARTICLE UNIQUE : Décide de louer les emplacements de stationnement situés au parking de l'hôpital – 1, boulevard Richard Wallace à Puteaux et dont le tarif sera de 60 € mensuels.

« La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et, ou, de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes qui résident en outre-mer ou à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Transmis au représentant de l'Etat. »

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012

QUESTION N° 12

<p>DESAFFECTATION D'OUVRAGES</p>

RAPPORT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

DÉSAFFECTATION D'OUVRAGES À LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE BENOIT MALON ET À LA GRANDE MÉDIATHÈQUE

Pour valoriser les collections de la bibliothèque de l'école élémentaire Benoit Malon et de la Grande Médiathèque, le responsable a procédé à l'opération de désherbage et demandé la désaffectation de nombreux ouvrages.

Ainsi, il a considéré qu'il convenait d'éliminer :

- les ouvrages en mauvais état physique,
- les ouvrages dont le contenu est manifestement obsolète,
- les ouvrages dont le nombre d'exemplaires ne correspond plus à la demande.

Les ouvrages en mauvais état physique ou obsolètes seront détruits dans le respect du processus de recyclage, tandis que les ouvrages en bon état seront proposés à la vente au prix de 1 euro, lors des manifestations et animations municipales. Les invendus seront donnés à des institutions qui pourraient en avoir besoin (associations, hôpitaux et autres).

Je propose à Madame le Maire de présenter au Conseil Municipal la décision de désaffectation des ouvrages dont les listes sont jointes.

Fait le 24 avril 2012

PROJET

LE CONSEIL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles qui régissent les modalités de désaffectation et d'aliénation des biens du patrimoine communal,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de valoriser une politique de régulation des collections des bibliothèques municipales,

CONSIDÉRANT que, pour cette raison, il convient d'éliminer les ouvrages en mauvais état physique ou au contenu manifestement obsolète,

CONSIDÉRANT qu'il convient de soustraire du fonds, les ouvrages, quoiqu'en bon état, dont le nombre d'exemplaires n'est plus en rapport avec les besoins,

VU l'état récapitulatif des ouvrages concernés établi par le responsable de la grande médiathèque,

VU le rapport établi par le Directeur Général des Services le 24 avril 2012,

DÉLIBÈRE

ARTICLE 1 : Est décidé la désaffectation des ouvrages dont la liste est jointe.

ARTICLE 2 : Les ouvrages éliminés en raison de leur mauvais état physique ou de l'obsolescence de leur contenu seront détruits dans le respect du processus de recyclage.

ARTICLE 3 : Les ouvrages retirés du fonds en bon état seront proposés à la vente lors de manifestations ou animations municipales au prix de 1 euro. Les invendus seront proposés en don à des institutions, telles qu'hôpitaux, associations et autres, qui pourraient en avoir besoin.

ARTICLE 4 : La collection de la grande médiathèque sera mise à jour par l'enregistrement des désaffectations.

« La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et, ou, de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes qui résident en outre-mer ou à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Transmis au représentant de l'Etat. »

PROJET

LE CONSEIL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles qui régissent les modalités de désaffectation et d'aliénation des biens du patrimoine communal,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de valoriser une politique de régulation des collections des bibliothèques des écoles,

CONSIDÉRANT que, pour cette raison, il convient d'éliminer les ouvrages en mauvais état physique ou au contenu manifestement obsolète,

CONSIDÉRANT qu'il convient de soustraire du fonds, les ouvrages, quoiqu'en bon état, dont le nombre d'exemplaires n'est plus en rapport avec les besoins,

VU l'état récapitulatif des ouvrages concernés établi par le responsable de la bibliothèque de l'école élémentaire Benoit Malon,

VU le rapport établi par le Directeur Général des Services le 24 avril 2012,

DÉLIBÈRE

Article 1 : Est décidé la désaffectation des ouvrages dont la liste est jointe.

Article 2 : Les ouvrages éliminés en raison de leur mauvais état physique seront détruits, dans le respect du processus de recyclage.

Article 3 : Les ouvrages retirés du fonds en bon état seront vendus au prix de 1 euro lors des manifestations ou animations municipales. Les invendus seront proposés en don à des institutions, telles qu'hôpitaux, associations, et autres, qui pourraient en avoir besoin.

Article 4 : La collection de la bibliothèque de l'école élémentaire Benoit Malon sera mise à jour par l'enregistrement des désaffectations.

« La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et, ou, de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes qui résident en outre-mer ou à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Transmis au représentant de l'Etat. »

BCD Ecole élémentaire Benoit Malon 8 rue Collin Liste des livres destinés au désherbage décembre 2011		
Titre	Auteur	observations
20 000 lieues sous les mers Tome 2	Verne	obsolète
A travers les airs		abîmé
Alexandre Zim Boum Boum	Vestly	abîmé
Alice et les plumes de paon	Quine	abîmé
Animaux des Amériques		abîmé
Astérix chez les belges		abîmé
Astrapi joyeux Noël		bon état
Atlas illustré de l'archéologie		bon état
Au fil de l'eau (2 exemplaires)	Duflos	abîmé
Au fil de l'eau	Duflos	bon état
Aurore et la petite auto bleue		très abîmé
Aurore la petite fille du bâtiment Z		très abîmé
Avec des masques	Smeets	bon état
Bali une culture différente vue par ses enfants	Tanaka	bon état
Baron de Münchhausen/L'île au trésor	Stevenson	abîmé
Benoit chez les blubulles	Mauffret	bon état
Benoit l'arbre et la lune	Cervon	abîmé
Berce-le, Clémentine!	Pujol	abîmé
Berliquet	carpi	abîmé
Bidochet le petit ogre		très abîmé
Bonabaine	Cosgrove	abîmé
BT n°1002 Maisons en terre hier et aujourd'hui		obsolète
BT n°1004 Le conseil de l'Europe		abîmé
BT n°1023 Le mélèze		abîmé
BT n°1024 L'apartheid en Afrique du Sud		abîmé
BT n°1035 Le riz		abîmé
BT n°976 Un élevage de coquillages Les palourdes		abîmé
BT n°977 La récupération des ferrailles		obsolète
BT n°981 Les pluies acides		abîmé
BT n°984 Histoire des carrières de pierres		abîmé
BT n°987 Le plancton		bon état
BT n°989 Une prairie sous-marine: La Posidonie		abîmé
BT n°990 La guerre des camisards		bon état
BT n°992 Un métier de la nature garde-moniteur		abîmé
BT n°996 Violences au quotidien		abîmé
BTJ n°374 Les tsiganes		abîmé
BTJ n°375 A la découverte de la forêt		abîmé
BTJ n°392 Ecoles du Tiers monde		abîmé
BTJ n°411 A la découverte de la haie		abîmé
BTJ n°414 Les autoroutes		obsolète
BTJ n°422 Une lettre à la poste		obsolète
BTJ n°433 J'ai été opérée de l'appendicite		abîmé
BTJ n°447 L'argent et nous		abîmé
carline joue à cache-cache		abîmé
Ce soir, la souris sort!	Fowler	abîmé
cent vingt histoires de bêtes	Collectif	abîmé

BCD Ecole élémentaire Benoît Malon 8 rue Collin
Liste des livres destinés au désherbage
décembre 2011

Titre	Auteur	observations
Cochise L'apache au cœur fidèle	Fronval	bon état
Comment devient champion de football		abîmé
Comment fonctionnent les ordinateurs		obsolète
Contes choisis	Grimm	abîmé
Contes de Noël	Collectif	bon état
Coumba du pays oublié des pluies	Cervon	bon état
Cousteau les dauphins de la liberté		abîmé
Cunas les indiens du corail		bon état
Dans la ville	Letouzey	obsolète
Dans le pré	Duflos	bon état
Découpages/Pliages		bon état
Découvrir et connaître la terre		abîmé
Des bêtes pour Nane	Pierjean	abîmé
Des ennuis, Julien?	Pierjean	abîmé
D'étangs en marais	Duflos	abîmé
Devine qui vient tuer?	Horowitz	abîmé
Doc Okapi Les musulmans qui sont-ils? Comment vivent-ils?		abîmé
D'où vient le pain?		abîmé
Du moulin à eau à l'usine textile	Ecole des loisirs	obsolète
Edison et la grande aventure de l'électricité	Cousins	bon état
En mangeant du fromage	Charpentreau	très abîmé
Et l'aventure Nathalie...	Meynier	abîmé
Et si on allait à la pêche	Images doc	abîmé
Fabuleuse évolution		abîmé
Faites vos jeux!	Kirby	abîmé
Faune des montagnes du monde		abîmé
Félix et le bus		obsolète
Finar le viking	Oncincox	bon état
François		abîmé
Galli ce coquin de coq	Vallée	abîmé
Gauchos		abîmé
Grand cœur Le journal d'un écolier	De Amicis	bon état
Grégoire petit paysan du moyen Age		abîmé
Histoire du far West	Collectif	abîmé
Il était une fois	Collectif	abîmé
Ivanhoé	Scott	abîmé
Janig le mousse		abîmé
Jeantou le gâte-sauce	Coudrier	abîmé
Jehannot et la petite sarrasine	Coudrier	abîmé
J'étais enfant au pays minier	Stil	bon état
Johannet et le courage de Fontfraiche	Coudrier	abîmé
Jolis modelages		bon état
Julius ou l'histoire d'un bouc		très abîmé
Koalas sans visa	Artis	abîmé
La ballade du chien-loup	Netschajew	bon état
La bergère et le ramoneur	Andersen	abîmé

BCD Ecole élémentaire Benoît Malon 8 rue Collin
Liste des livres destinés au désherbage
décembre 2011

Titre	Auteur	observations
La botte secrète de Bidochet	Dubois	bon état
La briqueterie	Tito	bon état
La case de l'oncle Tom/Robinson Crusoe	Beecher-Stowe	abîmé
La chasse au trésor		abîmé
La cité des Pièges	Jackson	abîmé
La colonie de vacances	Charpentreau	obsolète
La cruauté envers les animaux	Collectif	bon état
La cuisine des provinces de France		abîmé
La drogue	Collectif	bon état
La folie mauve des Lilas	Pinguilly	bon état
La France sauvage plantes et animaux protégés	Vadrot	bon état
La grande aventure des Trois souris		abîmé
La machine perplexe	Wasterlain	abîmé
La maison des Parker	Malaval	abîmé
La maison des quatre-vents	Vivier	bon état
La mare au diable	Sandre	abîmé
La monnaie		bon état
La mouche	Ingves	bon état
La noce à la campagne		abîmé
La passion des chevaux		abîmé
La petite fille aux allumettes/La princesse et le petit pois	Andersen	abîmé
La petite fille de la ville	Voronka	bon état
La petite maison dans la prairie T1		très abîmé
La petite maison dans les grands bois		très abîmé
La puce électronique-La petit bête qui monte	Grosjean	bon état
La reine des neiges	Andersen	bon état
La vie dans les eaux douces		bon état
La vigne de Nanterre	Menais	abîmé
La voiture sauvage	Held	abîmé
L'affaire Caius		très abîmé
L'Afrique du Nord		bon état
L'allumeur de rêves	Fillol	abîmé
L'autoroute racontée aux enfants	Rickard	obsolète
Le Brésil au présent		obsolète
Le calendrier de Vincent	Vivier	bon état
Le canevas de Geneviève	Tenaille	bon état
Le cerf à la ramure d'or	Doskocilova	bon état
Le château des Ténèbres	Jackson	abîmé
Le chinois qui verdissait	Hitchcock	abîmé
Le club des 5 en roulotte	Blyton	abîmé
Le costume breton		bon état
Le dernier des mohicans	Cooper	abîmé
Le destin de Bakary		très abîmé
Le fantôme d'à côté	Stine	abîmé
Le faucon déniché	Noguès	abîmé
Le gang Mazda fait de la bédé	Darasse	abîmé

BCD Ecole élémentaire Benoît Malon 8 rue Collin
Liste des livres destinés au désherbage
décembre 2011

Titre	Auteur	observations
Le hors la loi	Charlier	abîmé
Le jean		bon état
Le journal	Belot	bon état
Le livre de Noël	Ichikawa	bon état
Le livre de Pâques		bon état
Le merle et moi	Fournier	abîmé
Le microscope: une fabuleuse machine à explorer l'invisible		obsolète
Le mystère de la vieille gimbarde		très abîmé
Le mystère du Foraisan	Vallett	abîmé
Le mystère du voleur invisible	Blyton	abîmé
Le palais vert	Huneidi	abîmé
Le péril vient de la terre	Camus/Soulier	bon état
Le petit castor dans la rivière		abîmé
Le petit garçon dans l'île		très abîmé
Le premier livre des Merveilles	Hawthorne	bon état
Le ranch du cheval noir		abîmé
Le second livre des Merveilles	Hawthorne	bon état
Le secret des mangeurs d'étoiles	Grenier	abîmé
Le secret du manoir	Cookson	abîmé
Le sorcier de la montagne de feu	Jackson	abîmé
Le timbre poste		bon état
Le toucan et le trésor des samourai	Artis	abîmé
Le tour du monde en 80 jours	Verne	bon état
Le train en France		obsolète
Le trésor de Montségur	Aurembou	abîmé
Le voyage de mémé	Ben Aych	abîmé
L'école des robinsons	Verne	abîmé
L'énergie	Grée	obsolète
Léonard et la machine volante		abîmé
Les animaux chanteurs et bruiteurs		abîmé
Les arbres et le bois		abîmé
Les chouettes et les hiboux		abîmé
Les contes de madame Hérisson	Bradley	abîmé
Les déchets toxiques	Spence	bon état
Les douze pendules de Théodule	Hitchcock	abîmé
Les enfants bretons		bon état
Les indiens de la rue Jules Ferry		très abîmé
Les inventions extraordinaires de motimo et Batiba	Held	abîmé
Les loups	Simon	abîmé
Les métiers de la santé	Favier	bon état
Les nouveaux exploits de Motimo et Batiba	Held	abîmé
Les oiseaux du bord de mer		abîmé
Les ordinateurs et leurs secrets		obsolète
Les papas du zoo	Gerson	bon état
Les petits cuisiniers		abîmé
Les portes du diable	Horowitz	abîmé

BCD Ecole élémentaire Benoît Malon 8 rue Collin
Liste des livres destinés au désherbage
décembre 2011

Titre	Auteur	observations
Les secrets du bois		abîmé
Les sept serpents	Jackson	abîmé
Les villes et l'habitation		abîmé
L'Espagne le Portugal		bon état
L'étonnant petit marquis	Porn	bon état
Lettres de mon moulin	Daudet	abîmé
L'histoire de sauterelle et de Papillon	Piers	abîmé
L'homme aux chaussettes rouges	Dansel	abîmé
L'île au trésor		très abîmé
L'île mystérieuse	Verne	abîmé
L'infirmière mène l'enquête	Pairault	abîmé
L'invasion des Androïdes	Black	bon état
Lucky Luke Fingers	Morris	abîmé
L'univers d'Okapi n°299 Le collège: quelle aventure!		abîmé
Madame nuit	Grimaud	abîmé
Mais où est donc Astérix?		abîmé
Maisons et villages bretons		bon état
Mers et océans		bon état
Mes premiers pas en basique		abîmé
Molly mouette d'Irlande	Cosgrove	abîmé
Mon bandit sur son bourrin borgne	Fleischman	obsolète
Mon corps vivant		abîmé
Mon premier livre d'informatique	Toulmonde	obsolète
Moumine le Troll	Jansson	bon état
Nam de la guerre	Vidal	bon état
Nathan jeux		abîmé
Nicole au quinzième étage (2 ex)		abîmé
Notre planète		bon état
Nouvelles de la terre et d'ailleurs	Poslamec	abîmé
O, bohémienne, mon amie	Verly	bon état
Olé, Fantômette!	Chaulet	abîmé
Papier mâché		bon état
Petit Mic au zoo	Caveney	abîmé
Pierre et le loup	Trnka	abîmé
Planète cauchemar	Collectif	bon état
Plantes et animaux des montagnes	Cuisin	bon état
Porc de pêche et autres droles de bêtes	Corentin	abîmé
Portugal en raccourci	Collectif	obsolète
Pourquoi boire de l'alcool?	Collectif	bon état
Pourquoi fumer?	Collectif	bon état
Promenons-nous dans les bois et les champs		abîmé
Quand les grecs édifiaient l'acropole	Leacroft	bon état
quatre histoires insolites	Collectif	abîmé
Ramona et son père	Cleary	bon état
Ramona sans peur	Cleary	bon état
Réponds gentiment, mon petit!	Janikovszky	abîmé

BCD Ecole élémentaire Benoît Malon 8 rue Collin
Liste des livres destinés au désherbage
décembre 2011

Titre	Auteur	observations
Résistance	Downing Hahn	bon état
Robinson Crusoé	Defoe	bon état
Sages comme deux images	Blanc	bon état
Schuss!... Clémentine	Pujol	abîmé
Sélim le petit marchand de bonheur	Cervon	abîmé
Si j'étais acteur	Bichonnier	abîmé
Sibylline et le chapeau magique		bon état
Soixante récits du nouveau monde	Collectif	obsolète
Soleil qui rit ciel qui pleure	Reinheimer	abîmé
Sur les pistes du grand nord	London	abîmé
Sur les rivages	Duflos	bon état
Susy et Cie	Stevns	bon état
Tartarin de Tarascon	Daudet	abîmé
Tea-Pot	Bousquet	abîmé
Terremoto	Sandre	bon état
Terreur sur la planète	Black	bon état
Tom et le jardin de minuit	Pearce	bon état
Touki mon caniche		obsolète
Traces et nids	Nicolas	abîmé
Trafic	Cothias	abîmé
Train M		très abîmé
Transports sur roues		abîmé
Trubloff la souris qui voulait jouer de la balalaïka	Burningham	bon état
Un âne dans la maison	Ruck-Pauquet	bon état
Un épouvantail pour Catie et Marc	Pierjean	abîmé
Un été en roulotte	Noguès	bon état
Un galion au téléobjectif		abîmé
Un grillon à la campagne		très abîmé
Un merveilleux grand-père	Blazkova	abîmé
Un papa pas possible	Louki	abîmé
Un trésor dans l'ordinateur	Asklund	obsolète
Une affaire de bon sens	Charpentreau	bon état
Une journée bien remplie		bon état
Une ombrelle bleu-rêve	Bond	bon état
Une plate-forme de forage		obsolète
Ursula	Ponty	abîmé
Valérie et la plongée sous-marine		abîmé
Vole, pinceau, vole	Nepil	bon état
Yakari au pays des loups		abîmé
Yakari et la toison blanche		abîmé
Yakari le secret de petit tonnerre		abîmé
Yakari les prisonniers de l'île		abîmé
Zorro, mets tes lunettes	Tomaszewka	bon état

Auteur	Titre	Section	Genre	Motif	Date
Jacques Attali	1492	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1992
Robert Jacout-Gayet	JDE Pearl Harbor à Kennedy	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1993
Dominique Fernandez	[L] Ecole du sud	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1991
Henri Amouroux	[L] L'impitoyable guerre civile décembre 1942- décembre 1943 : [La] Grande histoire des Français sous l'occupation. 06	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1993
Neil Sheehan	L'innocence perdue	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1993
Michael Connelly	[La] Défense Lincoln	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1999
François Daumes	[La] Civilisation de l'Égypte pharaonique	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1993
Kirk Douglas	[La] Danse du Diable	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1990
Henri Amouroux	[La] Haute Cour de la Libération 1944-1949	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1993
Elizabeth Picard	[La] Page n'est pas encore tournée : janvier-octobre 1945 : [La] Grande histoire des Français après l'occupation tome 10	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1993
Peter Hoffmann	[La] question kurde	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1990
Jean-Paul Bertau	[La] résistance allemande contre Hitler	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1991
Cornelius Ryan	[La] vie quotidienne des soldats de la révolution : 1789-1799	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1993
Henri Amouroux	[Le] Jour le plus long : 6 Juin 1944	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1993
Henri Amouroux	[Le] Monde de l'Amérique précolombienne	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1993
Henri Amouroux	[Le] Peuple du désastre 1939-1940 : [La] Grande histoire des Français sous l'occupation. 01	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1993
Wu Han	[Le] Peuple se réveille Juin 1940- Avril 1942 : [La] Grande histoire des Français sous l'occupation. 04	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1993
Henri Amouroux	[Le] Tyran de Nankin, empereur des Ming	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1995
Amir Maalouf	[Les] Beaux jours des colibabos Juin 1941- Juin 1942 : [La] Grande histoire des Français sous l'occupation. 03	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1990
Geoffrey Turner	[Les] Croisades vues par les arabes	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1993
Henri Amouroux	[Les] Indiens d'Amérique du Nord	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1993
Gertrude Walker	[Les] Passions et les haines Avril-Décembre 1942 : [La] Grande histoire des Français sous l'occupation. 05	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1993
Agatha Christie	A contre-voie	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1996
Henri Troyat	Alexandre Ter, le sphinx du nord	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1998
Delorge	Alger ville blanche	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	2001
Guy Tardet, Christophe Villa-Mélie	Aranc 10 ou Les secrets initiatiques de Routetablie et Arsène Lupin	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	2005
Dorothy L. Sayers	Arret du coeur	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1999
Jean-Claude Lamy	Arsène Lupin, gentleman de la nuit	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	2005
Anissa Bellefigh	Arsène Lupin, la transparence du masque	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	2003
John Haywood	Atlas historique des Celtes	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1993
Albert Speer	Au coeur du troisième reich	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1996
Hélène Deutsch	Autobiographie	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	2006
Guide evasion	Autriche	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	2004
DAI SUJ	Balzac et la petite tailleurse	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	2000
Lynda La Plante	Bella Mafia	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	2001
Michael Cimino	Big Jane	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	2003
Hervé Chemweiss	Biotechnique : avis de tempêtes	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1996
Annie Faure	Blessures d'humanaire	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1991
William Boyd	Brazzaville plage	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	2008
Sara Paretsky	Canailles & Co	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1994
Danièle Sallenave	Castor de guerre	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	2007
Hervé Bazin	Ce que je crois	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	2008
Eberhard Horst	César	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1990
Madeleine Chapsal	C'est tout un roman !	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	2008
Georges Bardonove	Charles V le Sage : Les Valois. 01	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1990
Gaston Leroux	Chéri-Bibi	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1993
Philippe Erlanger	Clemenceau	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1992
Christopher Buckley	Contre poison	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1993
Horst Eckert	Coups doubles	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	2003
Wilhelmina Baird	Coups doubles	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1993
Robin Cook	Crises	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	2005

Auteur	Titre	Section	Genre	Motif	Date
Dan Brown	Da Vinci Code	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	2004
Peter Lahrstein	Dans les pas de Charles Quint	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	1990
G. Menant-Arugas	Des Voyages et des livres	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	1973
René Frydman	Désir d'enfant	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	1999
Irene Fran	Désirs	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	1996
Serge Frydman	Devenir père	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	2004
Agathe Christie	Dix petits nègres	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	1990
Dino Buzzati	Dodici racconti	Adulte	Langues Etrangères	Document dont l'usage a été	1988
Muriel Cerf	Dramma per musica	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	1997
Stuart Woods	Échange mortel	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	1986
Dylan	Échine	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	2000
Le guide vert	Ecosse	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	2006
Marcus Comedira	En quarantaine	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	1992
Danielle Vincent	Et pour le pire	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	1993
Henri Martinez	Et qu'ils macquaient avec des cris de haine	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	1995
Clare Galois	Et si on parlait d'amour	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	1990
Alain Chénivière	Ethiopie, berceau de l'humanité	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	2002
Jacques Barbet	Faut pas chanter	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	2004
Denis Duclos	Fra Diavolo	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	2007
Guide Arthaud	Guide de toutes les formalités	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	2004
Guide Horay	Guide des merveilles de la nature : provenance	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	1992
Guide Horay	Guide des moulins en France	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	2006
Guide Horay	Guide du routard Côte d'Azur (2006-2007)	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	2004
Guide Horay	Guide du routard Nord pas de calais (2004)	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	1999
Guide Horay	Guide du routard Suisse (1998-2000)	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	2008
Georges Hequard	Guide localités, droits	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	1998
Hans Buch	Guide romain antique	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	1990
Georges Bordogne	Haïti chère	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	1990
Charles Villierd	Henri IV le Grand : Les Bourbons 01	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	1993
Saul Bellow	Hérésie	Adulte	Langues Etrangères	Document dont l'usage a été	1992
Michel	Him with his foot in his mouth	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	1994
Sous la dir. de J. Carpentier et F. Lebrun	Histoire de la Révolution française	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	1991
Michel Giraud	Histoire de l'île-de-France	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	2007
Bernard Vincent	Histoire des Etats-Unis	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	1998
Madeleine Ferreres	Histoire des peurs alimentaires	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	2007
Henry Mortaligu	Histoire secrète de l'Aquitaine	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	1993
Julius A. Lion	Histoires de femmes	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	1998
Louis Pauwels	Histoires magiques de l'histoire de France	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	1990
Primo Levi	Il sommersi e i salvati	Adulte	Langues Etrangères	Document dont l'usage a été	1996
Gabriele d'Annunzio	Il piacere	Adulte	Langues Etrangères	Document dont l'usage a été	1998
Adam Fawer	Improbable	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	1994
Minette Walter	Intime pulsion	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	1994
Chapour Haghighat	Iran, la révolution islamique	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	1995
William Irish	J'ai vu rouge	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	1994
Stephen Dixon	Jamaïka trop tard	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	1990
Guy Des Cars	Je t'aimerai éternellement	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	1985
Michel Deon	Je vous écris d'Italie ...	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	1984
Henri Amouroux	Joies et douleurs du peuple libéré 6 juin 1944 - 1er septembre 1944 : [La] Grande histoire des Français sous l'occupation, 08	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	2000
Bernard Fillard	Jusqu'au bout de la résistance	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	1998
Aida Mady Diallo	Kourou, mémoire de sang	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	2003
John Gisham	L'Affaire Pelican	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	1994
Dominique Vannier	L'Assassin du président Kennedy	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	1990
Fernand Braudel	L'identité de la France : Espace et histoire	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	1990

Auteur	Titre	Section	Genre	Motif	Date
Fernand Braudel	L'Identité de la France : les hommes et les choses vol 1	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été déçu	1990
Fernand Braudel	L'Identité de la France : les hommes et les choses vol 2	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été déçu	1990
Yves Durand	La Captivité : histoire des prisonniers de guerre français	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été déçu	1993
Yves Pouliquen	La Calaracte	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été déçu	1990
Joseph Blot	La chronique de Montauk point	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	2004
Hennig Mackell	La cinquième femme	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	2001
Paul-Emile Victor	La civilisation du pirogue	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été déçu	1993
Jean-Bernard Puy	La chef des mensonges	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	1990
Ruth Rendell	La demoiselle chroniqueur	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	1994
Régine Deforges	La Dernière colline	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	1996
Agatha Christie	La Dernière énigme	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	1995
Camillo José Cela	La Famille de Pascal Duarte	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	1948
André H. Japp	La femme de l'espèce	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	1994
Régine Pernoud	La femme au temps des croisades	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été déçu	1990
Michel Camrona	La France de Richelieu	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été déçu	1990
Jean-Luc Petitrenaud	La France du casse-croûte	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été déçu	1990
Pierre Miquel	La Grande guerre	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été déçu	1999
David Shterner	La Grande guerre : 1914-1918	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été déçu	1996
Brigitte Aubert	La Morture des ténèbres	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été déçu	1990
Brigitte Aubert	La mort des bois	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	1997
Agatha Christie	Le Mystérieuse affaire de Styles	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	2004
Joseph Blot	La Nuit du souvenir	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	1990
Agatha Christie	La Nuit qui ne finit pas	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	1990
Gunter Staalsen	La nuit, tous les loups sont gris	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	2005
Robert B. Parker	La douzette pendouillait	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	1997
Camillo José Cela	La Ruche	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	1989
Jean Ziegler	La Suisse, l'or et les morts	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été déçu	1997
John Gisham	La transaction	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	1996
Marlin Blank	La Traque aux fantômes	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	1998
Agatha Christie	La troisième fille	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	1990
John Spain	La Vie de famille	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	1992
Jean Echenez	Lac	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	1989
Anne-Marie Castellet	L'Affaire du sang	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été déçu	1992
Joseph Conrad	L'agent secret	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	1962
Deon Meyer	L'âme du chasseur	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	1996
Agatha Christie	Le "Valton"	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	1990
Brigitte Aubert	Le chant des sables	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	1993
Dan Brown : Simon Cox	Le Code Da Vinci décrypté = Da Vinci Code décrypté : Le guide non autorisé	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	2004
Jacquelin Brislin	Le Coeur à nu	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	1987
Herbert Lieberman	Le conclave	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	1998
Agatha Christie	Le Crime du golf	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	1990
Michael Connelly	Le dernier coyote	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	2003
Henry Whittington	Le Diable à des ailes	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	1996
Margaret Yorke	Le Disparu du Perséphone	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	2001
Général Clément-Grandcourt	Le Drane de Maudouge : août-septembre 1914	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été déçu	1993
Bibliothèque du voyageur	Le grand guide de Barcelone	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été déçu	1991
Caplain Voyage	Le guide des voyages	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été déçu	2008
Franz Baret	Le jardin du Bossu	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	2004
Jacques Monodini	Le jeu du Petit Poucet	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	1996
Ais Fakhos	Le maître d'oeuvre	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	2000
John Gisham	Le Maître du jeu	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été déçu	1994
Marcel Pagnol	Le Masque de fer	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été déçu	1993

Auteur	Titre	Section	Genre	Motif	Date
Agatha Christie	Le Meurtre de Roger Ackroyd	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	2003
Agatha Christie	Le Miroir se brisa	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1990
Jacques Derouard	Le Monde d'Arsène Lupin	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	2005
Jacques Derouard	Le Monde d'Arsène Lupin	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	2005
Leon Dorebert	Le monde étrange des mortels	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1975
Micheler	Le Moyen Age : Histoire de France - livres I à XVII	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	2000
Scazz Aaron	Le non de Klara	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	2002
Le non des ordures		Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1996
Timothy Tackett	Le Roi s'enfuit : Valerius et l'origine de la Terreur	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	2004
Vladimir Fédorovski	Le Roman de Saint-Pétersbourg	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	2005
Jacques Dupois	Le roman policier ou La modernité	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	2010
Michael Marshall	Le Sang des anges	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	2006
John Le Carré	Le tailleur de Panama	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1993
Herbert Lieberman	Le Tueur et son ombre	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	2003
André Lacaze	Le Tunnel	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1994
Bartholomé Bannassar	Le XVIème siècle	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1993
Hervé Bazin	L'école des pères	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1993
Jean Anglade	L'écureuil des vignes	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1991
Robert Littel	Légendes	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	2004
Muriel Barbery	L'élégance du hérisson	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	2006
Muriel Barbery	L'élégance du hérisson	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	2006
Mignon G. Eberhart	L'éléphant de jade	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	2006
René Barjavel	L'enchanteur	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1987
René Clot	L'enfant halluciné	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1990
John Grisham	L'Enfermement	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1988
Dylan	L'enfermement	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1988
Beatrice Saubin	L'épreuve : Condamnée à mort à vingt ans en Malaisie	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1996
Agatha Christie	Les années 1938-1940	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	2002
Pascal Ory	Les Collaborateurs 1940-1945	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1996
Eliane Comelade	Les Coques catalanes	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1981
Boileau-Narcejac	Les Coques catalanes	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1990
Julien Green	Les étoiles du sud	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1989
P. Powrie d'Arvor	Les Femmes de ma vie	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1988
Lucien Bodard	Les Grandes murailles	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1990
Claude Merceron	Les Hommes de la liberté tome 01 : Les Vingt ans du Roi : 1774-1778	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1990
Claude Merceron	Les Hommes de la liberté tome 04 : La Révolution qui lève : 1793-1797	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1990
Michael Marshall	Les hommes de paille	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	2003
Fernand Braudel	Les Hommes et l'Heritage : La Méditerranée 01 /	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1990
Boileau-Narcejac	Les Indouchables	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1980
Daniel Picouly	Les larmes du chef	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1993
Claude Labarraque-Feyssac	Les Oubliés de Clipperton	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1989
Fernand Braudel	les planètes lointaines	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1990
Murray Smith	L'Espace et l'histoire : La Méditerranée 02	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	2001
Alphonse Boudard	L'espion qui dansait sur l'eau	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1990
Kate Chopin	L'étrange Monsieur Joseph : text.	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1998
H.R.F. Keating	L'Éveil	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1990
H.R.F. Keating	L'inspecteur Ghole en Californie	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1991
Bob Garcia	L'ipodrak noir	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	2004
Manys Wolinski	L'ivresse de vivre	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	2004
Vue sur ...	L'ouest américain	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	2002
Georges Bardonov	Louis XIII le Juste : Les Bourbons 02	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	2005
Georges Bardonov	Louis XIII le Juste : Les Bourbons 02	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1990
François Bluche	Louis XIV	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1990

Auteur	Titre	Section	Genre	Motif	Date
Georges Bordonove	Louis XVI le Roi-martyr ; Les Bourbons, 05	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1993
Thierry Ardisson	Louis XX : Contre-enquête sur la Monarchie	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1990
DENUZIERE	Louisiiane	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1991
Michael Dibdin	L'ultime défi de Sherlock Holmes	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	2010
Danielle Steel	Maintenant et pour toujours	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1995
Marie-Lise Barques	Mal entendre au quotidien	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1992
Raymond Chandler	Marlowe emmenagé	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1998
Dominique Dyens	Maud à jamais	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	2003
Général Beaurre	Mémoires 1920-1940-1945	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1993
H.R.F. Keating	Mémoires de la mer	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1991
National Geographic	Mexique	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	2004
Jean Montaldo	Mitterrand et les 40 voleurs	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1994
Evan S. Connell	M et Mrs Bridge	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1990
Robin Cook	Mutation	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1998
Agatha Christie	nouvelles	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1990
Agatha Christie	Ouvrages complètes 03	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1996
Jean Louis Fournier	Où on va, papa ?	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	2008
Martin Cruz Smith	Pac d'orlé	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1997
Lexicon Universum, ouvrages avec...	Passion et longueur de temps	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1990
Agatha Christie	Pension Vanities	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1990
Georges Bordonove	Philippe Auguste le Conquérant ; Les Capétiens 01	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1994
Henri Troyat	Pierre le Grand	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1990
Agatha Christie	Plume empoisonnée	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	2003
Lalle Walker	Portées disparues	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	2002
Alelu Bouquet	Pourquoi le soleil brille-t-il ?	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	2005
Melissa Bank	Prochain arrêt le paradis	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	2005
Guile bleu	Provence	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1989
Guile bleu	Provence et comté de Nice	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1976
Bruno Bettleheim	Psychanalyse des contes de fées	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1993
Roland Colas	Putéaux se pendre sur son passé	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1990
Alain Peyrefitte	Quand la Chine s'éveillera... le monde tremblera	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1993
Henri Amoureux	Quarante millions de pétainistes, juin 1940-juin 1941 : La grande histoire des Français sous l'occupation tome 02	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1993
Agnes Desauthe	Quelques minutes de bonheur	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1993
Henye Bazin	Qui j'ose aimer	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1998
Robin Cook	Rapt	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1997
Agatha Christie	Rendez-vous avec la mort	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1990
Jean-Paul Binet	Réparer le cœur	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1989
Vidar Svendsen	Retour à L.A.	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1994
Dennis Elchison	Reves de sang	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1987
Marc Ferro	Revenir l'histoire	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1995
Frédéric Bluche	Révolution française	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1990
Thomas Walsh	Ronde de nuit	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1985
John Sandford	Rules of Prey	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1990
Charles Saint-Prot	Sadlem Hussein : un gaullisme arabe ?	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1990
Helene Blanc	Sauveurs de Russie	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1998
Jean H. Prat	Si la Seine méritait contée... L'homme et la rivière : La Seine et la France	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1990
Patricia Highsmith	Smell g	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1993
Robert d'Harcourt	Souvenirs de captivité et d'évasions 1915-1918	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1993
Robert Kennedy	Témoignages pour l'histoire	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été perdu	1993
Agatha Christie	Témoin indésirable	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1990
Brigitte Aubert	Ténébres sur Jacksonville	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1995
Boileau-Narcejac	Terminus	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été perdu	1987
	The Best of english song	Adulte	Langues Etrangères	Document dont l'usage a été perdu	1992

Auteur	Titre	Section	Genre	Motif	Date
Edgar Allan Poe	The black cat and the pit and the pendulum	Adulte	Langues Etrangères	Document dont l'usage a été	1998
Lilian Jackson Braun	The Cat who said cheese	Adulte	Langues Etrangères	Document dont l'usage a été	1996
David Drake	The Dragon lord	Adulte	Langues Etrangères	Document dont l'usage a été	1982
John Fowles	The French lieutenant's woman	Adulte	Langues Etrangères	Document dont l'usage a été	1983
Ronald Dahl	The Hitch-hiker and other short stories	Adulte	Langues Etrangères	Document dont l'usage a été	1989
Françoise Dolto	Tout est langage	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	1987
Andrew Coburn	Toutes peines confondues	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	1992
Brigitte Aubert	Transfixions	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	1998
Raymond Chandler	Trouble is my business	Adulte	Langues Etrangères	Document dont l'usage a été	1992
Cipriat, Monique	Troubles de voisinage	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	2007
Guides nelles	Turquie	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	2005
Bibliothèque du voyageur	Turquie	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	2007
Agatha Christie	Un cadavre dans la bibliothèque	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	1990
Jean-Jacques Busino	Un café, une cigarette	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	1994
Yvonne Besson	Un coin tranquille pour mourir	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	1996
Vikram set	Un garçon convenable 02	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	1993
Vikram set	Un garçon convenable 01	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	1993
Agatha Christie	Un grand W.E. à Dublin (2007)	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	2001
Mark Twain	Un meurtre est-il facile ?	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	1990
James Elliott	Une bonne année pour les roses	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	1989
Agatha Christie	Une femme en danger	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	1986
Madeline Chapsal	Une mémoire d'électrique	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	1990
René Dazogyan	Vadim Bronsky Dernière mort avant l'oubli	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	2004
Philippe Braunstein	Venise : portrait historique d'une cité	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	2000
Paul Garde	Vie et mort de la Yougoslavie	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	1992
Sylvie Kaczmarek	Violence au foyer	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	1990
Pierre Biemann	Violetta	Adulte	Littérature	Document dont l'usage a été	2006
Bernard Croisil	Voie mémoire	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	2004
White Bird, indien par le sang, Américain par la loi	Itinéraire d'un jeune Sioux d'aujourd'hui	Adulte	Documentaire	Document dont l'usage a été	1991

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012

QUESTION N° 13

**MODALITES D'UTILISATION DE VEHICULES
MUNICIPAUX A L'OCCASION DES DEPLACEMENTS,
DANS LE CADRE DE L'EXERCICE DE LEURS
FONCTIONS, DU MAIRE, DES MAIRES ADJOINTS ET
DES CONSEILLERS MUNICIPAUX ELUS
DOTES D'UNE DELEGATION DE FONCTION**

RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

MODALITES D'UTILISATION DE VEHICULES MUNICIPAUX A L'OCCASION DES DEPLACEMENTS DU MAIRE, DES MAIRES ADJOINTS ET DES CONSEILLERS MUNICIPAUX DOTES D'UNE DELEGATION DE FONCTION

A l'occasion du renouvellement d'une partie du parc automobile de la Ville, il apparaît utile de préciser les modalités d'utilisation de véhicules municipaux à l'occasion des déplacements, dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, du Maire, des Maires adjoints et des conseillers municipaux élus dotés d'une délégation de fonction.

Suite à une question parlementaire concernant les conditions d'utilisation d'un véhicule municipal par un élu, le Ministre de l'Intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, après avoir rappelé que « l'attribution, par une collectivité, d'un véhicule de fonction à un maire ou à un adjoint n'étant prévue par aucun texte », a précisé que « rien ne s'oppose à ce que les exécutifs locaux fassent usage d'un véhicule de service dont la collectivité se serait dotée, conduit par eux-mêmes ou par un chauffeur, sous réserve que cela soit strictement justifié par l'exercice des fonctions communales ».

➤ Mise à disposition des véhicules

En tant que de besoin, un véhicule municipal adapté pourra être mis à la disposition du Maire, des Maires adjoints et des conseillers municipaux de Puteaux exerçant une délégation pour tout déplacement nécessité par l'exercice de leurs fonctions.

En tant que de besoin, ce véhicule pourra être conduit par tout agent des services techniques, titulaire du permis de conduire correspondant.

➤ Mise en réforme des véhicules

Les véhicules municipaux, dont les conditions d'utilisation, le coût de fonctionnement ou le caractère polluant, ne correspondent plus aux besoins de la commune, seront mis en réforme et vendus aux enchères publiques par l'intermédiaire d'un commissaire-priseur spécialisé. Les recettes seront affectées au résultat de l'exercice en cours sur le compte 7788-produits exceptionnels divers. L'inventaire du patrimoine de la ville de Puteaux sera mis à jour par l'enregistrement de ces mises en réforme.

Les présentes modalités sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2012.

PROJET

LE CONSEIL

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les arrêtés municipaux portant délégation de fonctions aux Maire-adjoints et aux conseillers municipaux délégués,

Considérant que « l'attribution, par une collectivité, d'un véhicule de fonction à un maire ou à un adjoint n'étant prévue par aucun texte »,

Considérant que « rien ne s'oppose à ce que les exécutifs locaux fassent usage d'un véhicule de service dont la collectivité se serait dotée, conduit par eux-mêmes ou par un chauffeur, sous réserve que cela soit strictement justifié par l'exercice des fonctions communales »,

Vu le rapport de la Direction générale,

DELIBERE

Article 1 : Adopte les modalités suivantes d'utilisation de véhicules municipaux à l'occasion des déplacements, dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, du Maire, des Maires adjoints et des conseillers municipaux élus dotés d'une délégation de fonction :

- En tant que de besoin, un véhicule municipal adapté pourra être mis à la disposition du Maire, des Maires adjoints et des conseillers municipaux de Puteaux exerçant une délégation pour tout déplacement nécessité par l'exercice de leurs fonctions.
- En tant que de besoin, ce véhicule pourra être conduit par tout agent des services techniques, titulaire du permis de conduire correspondant.
- Les véhicules municipaux, dont les conditions d'utilisation, le coût de fonctionnement ou le caractère polluant, ne correspondent plus aux besoins de la commune, seront mis en réforme et vendus aux enchères publiques par l'intermédiaire d'un commissaire-priseur spécialisé. Les recettes seront affectées au résultat de l'exercice en cours sur le compte 7788-produits exceptionnels divers. L'inventaire du patrimoine de la ville de Puteaux sera mis à jour par l'enregistrement de ces mises en réforme.

Article 2 : Les présentes modalités sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2012.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et, ou, de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes qui résident en outre-mer ou à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012

QUESTION N° 14

ECO QUARTIER DES BERGERES
- BILAN DE LA CONCERTATION PREALABLE
ET APPROBATION DU DOSSIER DE CREATION
MODIFIE DE LA ZAC
- APPROBATION DU PROGRAMME DES
EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA ZAC
- APPROBATION DU DOSSIER DE REALISATION
DE LA ZAC

RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

ECO QUARTIER DES BERGERES

- 1 – BILAN DE LA CONCERTATION PREALABLE ET APPROBATION DU DOSSIER DE CREATION MODIFIE N°2 DE LA ZAC DES BERGERES**
- 2 – APPROBATION DU PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA ZAC DES BERGERES**
- 3 – APPROBATION DU DOSSIER DE REALISATION DE LA ZAC DES BERGERES**

La création de l'Eco Quartier a été initié par la Ville de Puteaux en juin 2008, incluant la ZAC des Bergères et la future ZAC Charcot, d'une superficie globale d'environ 11 hectares.

Par délibération du 12 juillet 2010, le Conseil Municipal a décidé de retenir l'équipe de maîtrise d'œuvre chargée de l'avant-projet ainsi que du dossier de réalisation de la ZAC, représentée par l'ATELIER XAVIER BOHL.

Ces 2 ZAC menées parallèlement doivent être réalisées de manière cohérente.

Compte tenu de l'évolution du programme et des principes d'aménagements énoncés dans le dossier de création modifié de 2004, il est proposé de modifier la Z.A.C. des Bergères, afin de compléter les objectifs d'aménagement initiaux avec :

- L'adaptation du programme global des constructions ainsi que du programme des équipements d'infrastructure, notamment le traitement de la RD 913 au nouveau parti d'aménagement,

Ainsi, par délibération du Conseil Municipal en date du 5 juillet 2011, les objectifs complémentaires ont été approuvés et une concertation a été prescrite selon les modalités prévues par l'article L.300-2 du code de l'urbanisme.

Cette concertation préalable et notamment une exposition de panneaux au service de l'urbanisme s'est tenue du 5 septembre au 8 octobre 2011 inclus. Un registre a été mis à la disposition du public à compter du 6 juillet 2011. Un film ainsi que des éléments explicatifs ont également été mis en ligne sur le site internet de la ville. Un dossier sur l'éco quartier est paru dans le numéro d'avril 2012 du magazine municipal Puteaux infos.

Le registre mis à disposition du public ne comporte aucune observation.

Ce projet est très attendu par l'ensemble des putéoliens dans sa phase de réalisation, c'est pourquoi il ne figure aucune opposition. Le bilan est considéré comme positif.

Afin de lancer la phase opérationnelle, il est nécessaire d'approuver ce bilan, ainsi que toutes les pièces administratives de cette ZAC des Bergères.

Conformément à l'article L.311-4 du code de l'urbanisme, il ne peut être mis à la charge de l'aménageur que le coût des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

Ces équipements sont les suivants :

Equipements d'infrastructure :

- L'aménagement des voies nouvelles et existantes (réseaux divers, mobilier urbain, revêtements, pistes cyclables, etc.) situées dans le périmètre et aux abords de la ZAC (rue des Fusillés de la Résistance, rue Bernard Palissy, rue du Moulin, Chemin de la Compagnie des Eaux, rue Pierre Curie, Avenue du Président Wilson, Avenue du Général de Gaulle, rue de la République et nouvel anneau circulaire des Bergères) ;
- L'aménagement des espaces publics paysagés intérieurs des ilots définis dans l'avant-projet des espaces publics (plans annexés) : espaces plantés, bassins, cheminements piétonniers, clôtures, etc.. correspondant aux jardins J1 à J4 ;
- La réalisation de 2 parkings publics en infrastructure d'environ 120 places et 200 places, situés dans l'ilot 1, lot n°1 et dans le jardin central J1, lot n°10;
- La réalisation d'une voie de transport en commun en site propre (TCSP) traversant le Jardin central (J1).

Equipements de superstructure :

- La réalisation d'un groupe scolaire d'environ 20 classes ainsi qu'un gymnase situé dans l'ilot 3, lot n°7 ;
- La réalisation de l'ensemble des accès, rampes, ascenseurs, passerelles, etc., nécessaires aux espaces publics ainsi qu'aux parkings.
- La réalisation de la couverture de la RD913, ainsi que son aménagement extérieur et intérieur.
- Un marché couvert situé dans l'ilot 1 (déjà réalisé)

Le coût global prévisionnel de ces équipements est estimé à environ 84 935 356 €HT.

Tous les autres équipements d'intérêt collectif qui seront réalisés dans la ZAC ne sont pas à la charge de l'aménageur (crèche privée, résidence médicalisée, etc.). Ils ne font pas partie du programme des équipements publics au sens de l'article susvisé.

Le bilan prévisionnel de la ZAC des Bergères est estimé à une recette d'environ 17 834 421 €HT (Dépenses : 150 445 579 €HT ; recettes : 168 280 000 €HT).

Il est donc demandé au Conseil Municipal :

- 1. de tirer le bilan de la concertation préalable et d'approuver le dossier de création modifié n°2 de la ZAC des Bergères**
- 2. d'approuver le programme des équipements publics**
- 3. d'approuver le dossier de réalisation de la ZAC des Bergères**

Les dossiers de la ZAC des Bergères sont consultables au Secrétariat Général du Conseil Municipal (dossier de création modifié et dossier de réalisation)

PROJET

Le Conseil,

Vu le code général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.123-13, L.123-19, R.123-21-1 et L. 300-2,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 16 février 2012 approuvant le Plan Local d'Urbanisme,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 31 janvier 1994 portant création de la ZAC Sud du Rond-Point des Bergères,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 20 mars 2000 modifiant l'acte de création de la ZAC Sud du Rond-Point des Bergères,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 septembre 2004, approuvant le dossier de création de la « ZAC des Bergères », dont le périmètre est réduit à 50 200 m² et divisés en 4 îlots,

Vu l'arrêté Préfectoral en date du 28 février 2006 déclarant d'utilité publique l'acquisition des immeubles situés dans le périmètre de la ZAC des Bergères ;

Vu l'arrêté Préfectoral de cessibilité des terrains de la ZAC des Bergères au profit de la Ville de Puteaux en date du 6 mars 2007 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 12 juillet 2010 désignant l'Atelier Xavier Bohl en tant que maîtrise d'œuvre AVP en charge de l'élaboration du projet de la ZAC des Bergères et notamment du dossier de réalisation,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 5 juillet 2011 prescrivant la modification n°2 du dossier de création de la ZAC des Bergères, approuvant les objectifs complémentaires et définissant les modalités de la concertation préalable ;

Vu la concertation préalable et notamment l'exposition qui s'est déroulée en Mairie du 5 septembre au 8 octobre 2011 inclus;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 6 avril 2012 ;

Vu le rapport de la Direction Générale en date du 31 mai 2012,

Considérant que le dossier de création modifié n°2, tel qu'annexé à la présente est prêt à être approuvé ;

Entendu l'exposé du Maire,

Le conseil,

DELIBERE

ARTICLE 1 :

Adopte le bilan de la concertation préalable à la modification n°2 du dossier de création de la ZAC des Bergères

ARTICLE 2 :

Approuve le dossier de création modifié n°2 de la ZAC des Bergères, tel qu'annexé à la présente.

ARTICLE 3 :

En application des articles L.112-2 et L.331-1 du Code de l'Urbanisme, le versement pour dépassement du Plafond Légal de densité (PLD) ainsi que le paiement de la Taxe d'aménagement (TA) ne sont pas applicables aux constructions situées dans le périmètre de la ZAC des Bergères.

ARTICLE 4 :

La présente délibération sera transmise au Préfet du département des Hauts de Seine et fera l'objet d'un affichage d'un mois en mairie de Puteaux et mention sera faite dans deux journaux diffusés dans le département des Hauts de Seine.

La présente délibération sera exécutoire dès sa transmission au Préfet et après accomplissement des mesures de publicité précitées.

ARTICLE 5 :

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit explicite ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Le Conseil,

Vu le code général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.123-13, L.123-19, R.123-21-1 et L. 300-2,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 16 février 2012 approuvant le Plan Local d'Urbanisme,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 31 janvier 1994 portant création de la ZAC Sud du Rond-Point des Bergères,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 20 mars 2000 modifiant l'acte de création de la ZAC Sud du Rond-Point des Bergères,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 septembre 2004, approuvant le dossier de création de la « ZAC des Bergères », dont le périmètre est réduit à 50 200 m² et divisés en 4 îlots,

Vu l'arrêté Préfectoral en date du 28 février 2006 déclarant d'utilité publique l'acquisition des immeubles situés dans le périmètre de la ZAC des Bergères ;

Vu l'arrêté Préfectoral de cessibilité des terrains de la ZAC des Bergères au profit de la Ville de Puteaux en date du 6 mars 2007 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 12 juillet 2010 désignant l'Atelier Xavier Bohl en tant que maîtrise d'œuvre AVP en charge de l'élaboration du projet de la ZAC des Bergères et notamment du dossier de réalisation,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du _____ tirant le bilan de la concertation préalable et approuvant le dossier de création modifié n°2 de la ZAC des Bergères ;

Vu le rapport de la Direction Générale en date du 31 mai 2012,

Entendu l'exposé du Maire,

Le conseil,

DELIBERE

ARTICLE 1 :

Approuve le programme des équipements publics de la ZAC des Bergères, conformément à l'article L.311-4 du code de l'urbanisme, figurant aux plans ci-annexés, à savoir :

Equipements d'infrastructure :

- L'aménagement des voies nouvelles et existantes (réseaux divers, mobilier urbain, revêtements, pistes cyclables, etc.) situées dans le périmètre et aux abords de la ZAC (rue des Fusillés de la Résistance, rue Bernard Palissy, rue du Moulin, Chemin de la Compagnie des Eaux, rue Pierre Curie, Avenue du Président Wilson, Avenue du Général de Gaulle, rue de la République et nouvel anneau circulaire des Bergères) ;

- L'aménagement des espaces publics paysagés intérieurs des ilots définis dans l'avant-projet des espaces publics (plans annexés) : espaces plantés, bassins, cheminements piétonniers, clôtures, etc.. correspondant aux jardins J1 à J4 ;
- La réalisation de 2 parkings publics en infrastructure d'environ 120 places et 200 places, situés dans l'ilot 1, lot n°1 et dans le jardin central J1, lot n°10;
- La réalisation d'une voie de transport en commun en site propre (TCSP) traversant le Jardin central (J1).

Equipements de superstructure :

- La réalisation d'un groupe scolaire d'environ 20 classes ainsi qu'un gymnase situé dans l'ilot 3, lot n°7 ;
- La réalisation de l'ensemble des accès, rampes, ascenseurs, passerelles, etc., nécessaires aux espaces publics ainsi qu'aux parkings.
- La réalisation de la couverture de la RD913, ainsi que son aménagement extérieur et intérieur.
- Un marché couvert situé dans l'ilot 1 (déjà réalisé)

ARTICLE 2 :

La présente délibération sera transmise au Préfet du département des Hauts de Seine et fera l'objet d'un affichage d'un mois en mairie de Puteaux et mention sera faite dans deux journaux diffusés dans le département des Hauts de Seine.

La présente délibération sera exécutoire dès sa transmission au Préfet et après accomplissement des mesures de publicité précitées.

ARTICLE 3 :

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit explicite ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

PROJET

Le Conseil,

Vu le code général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.123-13, L.123-19, R.123-21-1 et L. 300-2,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 16 février 2012 approuvant le Plan Local d'Urbanisme,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 31 janvier 1994 portant création de la ZAC Sud du Rond-Point des Bergères,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 20 mars 2000 modifiant l'acte de création de la ZAC Sud du Rond-Point des Bergères,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 septembre 2004, approuvant le dossier de création de la « ZAC des Bergères », dont le périmètre est réduit à 50 200 m² et divisés en 4 îlots,

Vu l'arrêté Préfectoral en date du 28 février 2006 déclarant d'utilité publique l'acquisition des immeubles situés dans le périmètre de la ZAC des Bergères ;

Vu l'arrêté Préfectoral de cessibilité des terrains de la ZAC des Bergères au profit de la Ville de Puteaux en date du 6 mars 2007 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 12 juillet 2010 désignant l'Atelier Xavier Bohl en tant que maîtrise d'œuvre AVP en charge de l'élaboration du projet de la ZAC des Bergères et notamment du dossier de réalisation,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du _____ tirant le bilan de la concertation préalable et approuvant le dossier de création modifié n°2 de la ZAC des Bergères ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du _____ approuvant le programme des équipements publics de la ZAC des Bergères ;

Vu le rapport de la Direction Générale en date du 31 mai 2012,

Considérant que le dossier de réalisation de la ZAC des Bergères, tel qu'annexé à la présente est prêt à être approuvé ;

Entendu l'exposé du Maire,

Le conseil,

DELIBERE

ARTICLE 1 :

Approuve le dossier de réalisation de la ZAC des Bergères, tel qu'annexé à la présente.

ARTICLE 2 :

La présente délibération sera transmise au Préfet du département des Hauts de Seine et fera l'objet d'un affichage d'un mois en mairie de Puteaux et mention sera faite dans deux journaux diffusés dans le département des Hauts de Seine.

La présente délibération sera exécutoire dès sa transmission au Préfet et après accomplissement des mesures de publicité précitées.

ARTICLE 3 :

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit explicite ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012

QUESTION N° 15

**APPROBATION DU DOSSIER DE CONSULTATION
ECO QUARTIER DES BERGERES
ILOTS DU MARCHE ET DES MOISIAUX**

RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

ECO QUARTIER DES BERGERES ZAC DES BERGERES

Approbation du cahier des charges de la consultation de constructeur pour l'acquisition des différents terrains constructibles situés dans les îlots du « Marché » et « Moisiaux ».

Autorisation de lancer l'appel à candidature de cession des terrains ou droits à construire des îlots du « Marché » et « Moisiaux »

A ce jour, l'Aménageur Ville de Puteaux peut entrer en phase opérationnelle de l'éco-quartier des bergères avec le lancement de la commercialisation des îlots du « Marché » et « Moisiaux ».

Il vous est proposé les prix de ventes minimum suivants :

- **Logement accession libre, Résidence Senior** 1 750 €/m² de surface de plancher et 350 €/m² de surface de plancher au titre de participation aux équipements publics.
Soit 2 100 €/m² de surface de plancher.
- **Bureaux** 1 450 €/m² de surface de plancher et 350 €/m² de surface de plancher au titre de participation aux équipements publics.
Soit 1 800 €/m² de surface de plancher.
- **Hôtel** 1 200 €/m² de surface de plancher et 350 €/m² de surface de plancher au titre de participation aux équipements publics.
Soit 1 550 €/m² de surface de plancher.
- **Logement locatif aidé** 400 €/m² de surface de plancher et 350 €/m² de surface de plancher au titre de participation aux équipements publics.
Soit 750 €/m² de surface de plancher.
- **Commerces/Artisanat/Services** 450 €/m² de surface de plancher et 100 €/m² de surface de plancher au titre de participation aux équipements publics.
Soit 550 €/m² de surface de plancher.

Conformément au plan de composition général de la ZAC, les droits cédés représentent 39 788 m² répartis comme suit :

- Pour l'îlot du Marché, 3 lots constitués de :
 - o Lot n° 1
 - un parking public, de 120 places, affecté au marché (usagers et commerçants),
 - un immeuble d'habitat social de 3 910 m² surface de plancher maximum,
 - un ensemble composée d'un immeuble d'habitat en accession et de 9 à 12 maisons de ville pour 4 350 m² de surface de plancher maximum,

- Lot n° 2
 - Un immeuble « résidence Sénior » de 5 020 m² de surface de plancher maximum,
 - Un immeuble d'habitat en accession avec commerce à Rez de Chaussée de 3 576 m² de surface de plancher maximum,
- Lot n° 3
 - Un immeuble de Bureaux avec commerce à Rez de Chaussée de 5 222 m² de surface de plancher maximum,
 - Trois immeubles d'habitat en accession de 9 960m² de surface de plancher maximum,
- Pour l'îlot des Moisiaux, 2 lots constitués de :
 - Lot n° 6
 - Un immeuble de Bureaux de 4 100 m² de surface de plancher maximum,
 - Lot n° 6 bis
 - Un immeuble à vocation d'hôtel ou de résidence de tourisme de 3 650 m² surface de plancher maximum,

Les modalités prévisionnelles de la consultation sont :

- Juillet 2012 : Appel à candidature, largement ouvert, publié par voie de presse nationale, permettant de désigner les lauréats sans qu'il soit nécessaire d'engager un second tour de consultation, la ville se réservant le droit de négocier avec les candidats ayant remis une offre dans les délais.
- Septembre 2012 : Remise des offres et propositions de choix des lauréats
- Décembre 2012 : Approbation du Conseil Municipal du choix des lauréats après consultation de France Domaines.
- Février 2013 : Signature des compromis de vente sous conditions suspensives donnant lieu au versement de 50 % du paiement de la transaction.
- Juillet 2013 : Dépôts des permis de Construire.
- Avril 2014 : Signature des actes authentiques donnant lieu au versement des 50 % restant du paiement de la transaction.
- Mai - juin 2014 : Ouvertures de Chantier.

Il est donc demander au Conseil Municipal :

- 1. d'approuver Le cahier des charges de la consultation d'acquéreurs des différents terrains constructibles situés dans les îlots du « Marché » et des « Moisiaux » de la ZAC des Bergères en charge de la réalisation du programme des constructions,**
- 2. d'autoriser le Maire de lancer l'appel à candidature en vue de la cession des terrains ou droits à construire des îlots « Marché » et « Moisiaux » de la ZAC des Bergères,**
- 3. d'autoriser le maire à signer tous actes et documents afférents à cette affaire.**
- 4. de solliciter toute subvention qui pourrait être accordée pour l'aménagement de ces deux îlots.**

Le cahier des charges est consultable au Secrétariat Général du Conseil Municipal

PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2122-21 et L 2241-1;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 31 janvier 1994 portant création de la ZAC Sud du Rond-Point des Bergères,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 20 mars 2000 modifiant l'acte de création de la ZAC Sud du Rond-Point des Bergères,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 septembre 2004, approuvant le dossier de création de la « ZAC des Bergères », dont le périmètre est réduit à 50 200 m² et divisés en 4 îlots,

Vu l'arrêté Préfectoral en date du 28 février 2006 déclarant d'utilité publique l'acquisition des immeubles situés dans le périmètre de la ZAC des Bergères ;

Vu l'arrêté Préfectoral de cessibilité des terrains de la ZAC des Bergères au profit de la Ville de Puteaux en date du 6 mars 2007 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 12 juillet 2010 désignant l'Atelier Xavier BOHL en tant que maîtrise d'œuvre AVP en charge de l'élaboration du projet de la ZAC des Bergères et notamment du dossier de réalisation,

Vu la délibération du conseil Municipal en date du _____ approuvant le bilan de la concertation préalable et le dossier de création modifié n° 2 de la ZAC des Bergères;

Vu la délibération du conseil Municipal en date du _____ approuvant le programme des équipements publics de la ZAC des Bergères;

Vu la délibération du conseil Municipal en date du _____ approuvant le dossier de réalisation de la ZAC des Bergères ;

Vu le cahier des charges de la consultation d'acquéreurs des différents terrains constructibles situés dans les îlots du « Marché » et des « Moisiaux » en charge de la réalisation du programme des constructions, tel qu'annexé à la présente ;

Considérant, qu'aujourd'hui, le projet entre dans sa phase opérationnelle et la commercialisation des terrains ou droits à construire peut être engagée.

Considérant que ces îlots sont propriétés de la ville et sont proposable à la vente pour une superficie totale de droits à construire de 39 788 m² de surface de plancher maximum.

Vu le rapport de la Direction Générale en date du 31 mai 2012,

Entendu l'exposé du Maire,

Le conseil,

DELIBERE

ARTICLE 1 :

Approuve le cahier des charges de la consultation d'acquéreurs, des îlots du « Marché » et des « Moisiaux », en charge de la réalisation du programme des constructions de la ZAC des Bergères, tel qu'annexé à la présente.

ARTICLE 2:

Autorise le Maire à lancer l'appel à candidature en vue de la cession des terrains ou droits à construire des îlots « Marché » et « Moisiaux » de la ZAC des Bergères par tous les moyens qu'il jugera utiles, et à signer tous actes et documents afférents à cette affaire.

ARTICLE 3 :

Autorise le maire à solliciter toute subvention qui pourrait être accordée pour l'aménagement de ces deux îlots.

ARTICLE 4 :

La présente délibération sera transmise au Préfet du département des Hauts de Seine et fera l'objet d'un affichage d'un mois en mairie de Puteaux..

La présente délibération sera exécutoire dès sa transmission au Préfet et après accomplissement des mesures de publicité précitées.

ARTICLE 5 :

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit explicite ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012

QUESTION N° 16

**MAJORATION DES DROITS A CONSTRUIRE
DANS LE CADRE DE LA LOI N° 2012-376
MODALITES DE MISE A DISPOSITION
DU PUBLIC D'UNE NOTE D'INFORMATION**

RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

<p>MAJORATION DES DROITS A CONSTRUIRE DANS LE CADRE DE LA LOI N°2012-376 DU 20 MARS 2012 MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU PUBLIC D'UNE NOTE D'INFORMATION</p>
--

La loi n°2012-376 du 20 mars 2012 permet la majoration des droits à construire de 30% pendant trois ans, afin de permettre l'agrandissement ou la construction de bâtiments uniquement à usage d'habitation dans les communes dotées d'un PLU.

Conformément aux dispositions de cette loi, la Commune doit mettre à la disposition du public, dans un délai de 6 mois suivant la publication de la loi, une note d'information présentant les conséquences de l'application de la majoration de 30%, qui sur le territoire de la commune de Puteaux ne peut s'appliquer que sur les zones UA, UD et UPM3, compte tenu des contraintes règlementaires et supra-communales.

Le public dispose d'un délai d'un mois pour formuler ses observations à compter de la mise à disposition de cette note.

Les modalités de la consultation du public et de recueil des observations sont précisées par le conseil municipal au moins 8 jours avant le début de cette consultation.

A l'issue de cette consultation du public, au vu des observations, le Conseil Municipal devra se prononcer :

- Soit sur l'application de la majoration de 30% des droits à construire sur tout ou partie du territoire communal au titre de l'article L.123-1-11-1 du code de l'urbanisme ;
- Soit sur la non application de la majoration de 30% ;
- Soit sur l'application d'une majoration fixant des taux différents sur des secteurs particuliers sans dépasser 30% au maximum.

La note d'information annexée à la présente délibération vise à guider la concertation et à informer le public sur l'application du dispositif de majoration.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter le contenu de la note d'information présentant les conséquences de l'application de la majoration de 30% des droits à construire sur le territoire de Puteaux
- de définir les modalités de la consultation du public.

La note d'information est consultable au secrétariat général.

PROJET

Le Conseil,

Vu le code général des Collectivités Territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 16 février 2012 approuvant le Plan Local d'Urbanisme;

Vu la loi n° 2012-376 du 20 mars 2012 relative à la majoration des droits à construire ;

Vu la note d'information présentant les conséquences de l'application de la majoration de 30% des droits à construire sur le territoire de Puteaux, prévue dans la loi susvisée ;

Vu le rapport de la Direction Générale en date du 31 mai 2012,

Entendu l'exposé du Maire,

Considérant que cette note d'information doit être mise à la disposition du public dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la loi n° 2012-376 du 20 mars 2012 précitée, par le Conseil municipal compétant qui doit également définir les modalités de cette consultation. Le public dispose d'un délai d'un mois pour formuler ses observations.

A l'issue de la consultation, le Maire présente la synthèse des observations du public au Conseil Municipal, ainsi que la décision d'application ou non sur tout ou partie du territoire communal, au plus tard dans un délai de neuf mois suivant la promulgation de la loi précitée.

DELIBERE

ARTICLE 1 :

Adopte le contenu de la note d'information présentant les conséquences de l'application de la majoration de 30% des droits à construire sur le territoire de Puteaux, prévue dans la loi n° 2012-376 du 20 mars 2012, telle qu'annexée à la présente délibération.

ARTICLE 2 :

Définit les modalités de la consultation du public, pendant un mois, soit du lundi 3 septembre au vendredi 5 octobre 2012, avec :

- mise à disposition de la note d'information et d'un registre au service de l'urbanisme, aux jours et heures d'ouverture au public, ainsi que sur le site www.puteaux.fr ;
- mise à disposition d'une adresse de messagerie électronique afin de recueillir les observations du public pendant toute la durée de la consultation : expression.plu@mairie-puteaux.fr ;

ARTICLE 3 :

La délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois. En outre, mention de cette décision sera insérée en caractères lisibles dans deux journaux diffusés dans le département, au moins huit jours avant la mise à disposition au public de la note d'information. Cette délibération fera également l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Commune.

ARTICLE 4 :

La présente délibération et la note d'information seront transmises au Préfet du Département des Hauts-de-Seine. Conformément aux dispositions de la loi n° 2012-376, la présente délibération est exécutoire dès sa transmission au Préfet.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012

QUESTION N° 17

**MAINTIEN DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN
DELIMITATION DES SECTEURS SOUMIS
AU DROIT DE PREEMPTION URBAIN
RENFORCE SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL**

Rapport de la Direction Générale

<p>MAINTIEN DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN DELIMITATION DES SECTEURS SOUMIS AU DROIT DE PREEMPTION URBAIN RENFORCE SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL</p>

Sur Puteaux, l'intégralité du territoire communal était couverte par un dispositif de Droit de Préemption Urbain Renforcé par différentes délibérations en date des 23 janvier 1987, 24 septembre 1987, 29 juin 1990, 31 mars 1994 et 31 janvier 1995 en fonction des différents périmètres concernés. Cette position avait été confirmée par la délibération du 16 février dans le cadre de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme.

Ces dispositions nécessitent le dépôt d'une Déclaration d'intention d'aliéner. Le Préfet ayant souhaité que ce droit de préemption ne soit pas appliqué sur la totalité du périmètre, nous proposons de réduire ce périmètre.

Les objectifs ci-après sont pris en compte pour délimiter les secteurs qui sont :

- Poursuivre le développement et l'aménagement du territoire tout en répondant aux besoins de logements et aux objectifs du Programme Local de l'Habitat. Les périmètres concernés correspondent à l'intégralité des zone UA excepté selon leur localisation certains grands ensembles sociaux, grands équipements, terrains communaux...;
- Participer l'évolution et ou la mutation d'anciens sites d'activités telles que les blanchisseries du quartier Voltaire;
- Mettre en œuvre ou finaliser les projets de restructuration menés dans le cadre d'opérations ou de périmètres spécifiques : Les ZAC Théâtre, Bergères, Charcot, Pressensé, Centre-Ville (à créer) et leurs abords; les Zones à Plan Masse du PLU et leurs abords;
- Favoriser le maintien et la dynamique des commerces de proximité ;
- Réaliser des équipements collectifs et/ou publics pour améliorer la qualité de vie des usagers et habitants ;
- Maitriser l'évolution du foncier pour se prémunir des dérives économiques sur l'ensemble des secteurs en mutations mentionnés ci-dessus.

Pour le reste du territoire de la commune le DPU simple serait maintenu. Le territoire concerné étant la totalité des Zone UD du PLU, La quasi-totalité des Zones UL du PLU, les ZAC sous régime de la Déclaration d'utilité publique, et en fonction de leur localisation les grands ensembles sociaux ; les grands équipements et les terrains communaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De maintenir l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones urbaines ou d'urbanisation future de l'ensemble du territoire communal.
- De maintenir l'instauration du droit de préemption urbain, élargi aux aliénations et cessions visées à l'article L.211-4 du Code de l'Urbanisme, sur les zones identifiées au plan ci-joint
- De confirmer la délégation donnée à Madame le Maire, conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, d'exercer au nom de la Commune le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain dit « renforcé » institué conformément au plan ci-joint.
- De dire que la présente délibération, transmise au Préfet du Département des Hauts-de-Seine, fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et sera exécutoire après accomplissement des mesures de publicité et d'information prévues aux articles R.211-2 et suivants du Code de l'Urbanisme. Mention de cette délibération sera insérée en caractères lisibles dans deux journaux diffusés dans le département.

PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2122-22 ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et R. 211-1 et suivants ;

Vu les délibérations du Conseil Municipal en date du :

- 23 janvier 1987
- 24 septembre 1987
- 29 juin 1990
- 31 mars 1994
- 31 janvier 1995

Instaurant le Droit de Préemption Urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur la commune

Vu la délibération du conseil Municipal en date du 16 février 2012 approuvant le Plan Local d'Urbanisme ;

Vu la délibération du conseil Municipal en date du 16 février 2012 maintenant un Droit de Préemption Urbain Renforcé sur l'intégralité du territoire communal;

Considérant que cette disposition n'est pas justifiée sur l'intégralité du territoire communal.

Considérant les objectifs généraux suivants poursuivis par la Commune :

- Continuer le développement et l'aménagement du territoire.
- Réaliser des équipements collectifs et/ou publics pour améliorer la qualité de vie des usagers et habitants ;
- Maitriser l'évolution du foncier pour se prémunir des dérives économiques sur l'ensemble du territoire communal.

Considérant que pour atteindre les objectifs sus visés, la ville a besoin de pouvoir préempter, des biens qui présentent un intérêt.

Vu le rapport de la Direction Générale en date du 31 mai 2012,

Entendu l'exposé du Maire,

Le conseil,

DELIBERE

ARTICLE 1 :

Maintient l'instauration du Droit de Prémption Urbain sur la totalité du territoire communal.

ARTICLE 2 :

Confirme la délégation donnée à Madame le Maire, conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, d'exercer au nom de la Commune le droit de préemption dit « renforcé » institué sur le périmètre visé à l'article 2.

ARTICLE 4 :

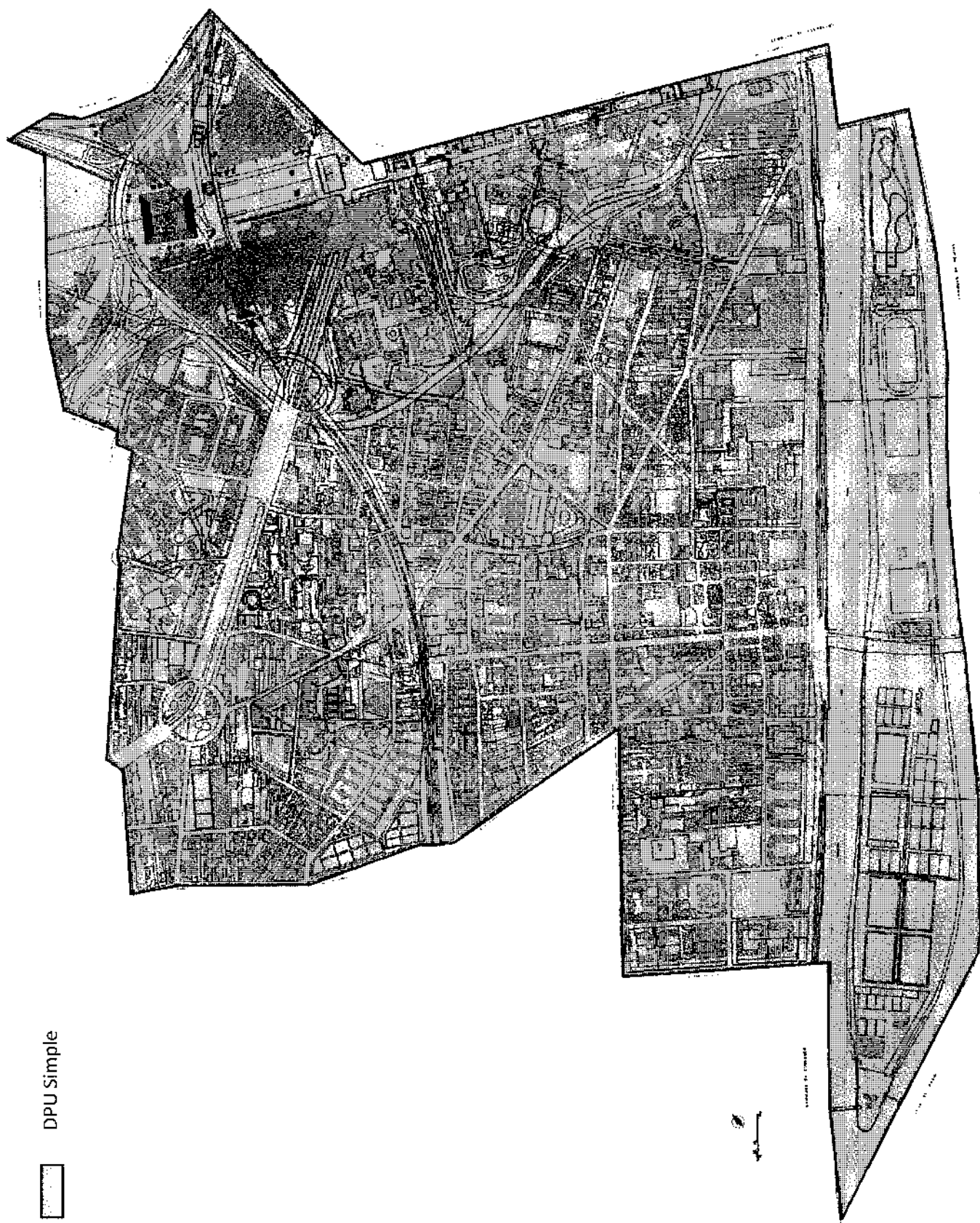
Dit que la présente délibération, transmise au Préfet du Département des Hauts-de-Seine, fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et sera exécutoire après accomplissement des mesures de publicité et d'information prévues aux articles R.211-2 et suivants du Code de l'Urbanisme. Mention de cette délibération sera insérée en caractères lisibles dans deux journaux diffusés dans le département.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

DPU Simple



PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2122-22 ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et R. 211-1 et suivants ;

Vu les délibérations du Conseil Municipal en date du :

- 23 janvier 1987
- 24 septembre 1987
- 29 juin 1990
- 31 mars 1994
- 31 janvier 1995

Instaurant les Droit de Prémption Urbain et le Droit de Prémption Urbain Renforcé sur la commune

Vu la délibération du conseil Municipal en date du 16 février 2012 approuvant le Plan Local d'Urbanisme ;

Vu la délibération du conseil Municipal en date du 16 février 2012 maintenant un Droit de Prémption Urbain Renforcé sur l'intégralité du territoire communal;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du _____ maintenant le Droit de Prémption Urbain Simple sur l'intégralité du territoire communal.

Considérant les objectifs suivants poursuivis par la Commune :

- Continuer le développement et l'aménagement du territoire tout en répondant aux besoins de logements et aux objectifs du Programme Local de l'Habitat. Les périmètres concernés correspondent à l'intégralité des zone UA excepté selon leur localisation certains grands ensembles sociaux, grands équipements, terrains communaux...;
- Participer l'évolution et ou la mutation d'anciens sites d'activités telles que les blanchisseries du quartier Voltaire;
- Mettre en œuvre ou finaliser les projets de restructuration menés dans le cadre d'opérations ou de périmètres spécifiques : Les ZAC Théâtre, Bergères, Charcot, Pressensé, Centre-Ville (à créer) et leurs abords; les Zones à Plan Masse du PLU et leurs abords;
- Favoriser le maintien et la dynamique des commerces de proximité ;
- Réaliser des équipements collectifs et/ou publics pour améliorer la qualité de vie des usagers et habitants ;
- Maîtriser l'évolution du foncier pour se prémunir des dérives économiques sur l'ensemble des secteurs en mutations mentionnés ci-dessus.

Considérant que pour atteindre les objectifs sus visés, la ville a besoin de pouvoir préempter, potentiellement, l'ensemble des biens qui se situent dans les secteurs

concernés et qu'elle doit en conséquence, étendre le droit de préemption aux biens exclus du Droit de Préemption Urbain Simple.

Vu le rapport de la Direction Générale en date du 31 mai 2012,

Entendu l'exposé du Maire,

Le conseil,

DELIBERE

ARTICLE 1 :

Retire la délibération du 16 février 2012, ayant pour objet le maintien du droit de Préemption Urbain Renforcé sur l'intégralité du territoire communal, conformément aux articles ci-après.

ARTICLE 2 :

Maintient l'instauration du Droit de Préemption Urbain, élargi aux aliénations et cessions visées à l'article L.211-4 du Code de l'Urbanisme, sur les zones identifiées au plan ci-joint d'où sont exclus la totalité des Zone UD du PLU, la quasi-totalité des Zones UL du PLU, les ZAC sous régime de la Déclaration d'utilité publique, et en fonction de leur localisation les grands ensembles sociaux ; les grands équipements et les terrains propriétés de la ville de Puteaux.

ARTICLE 3 :

Confirme la délégation donnée à Madame le Maire, conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, d'exercer au nom de la Commune le droit de préemption dit « renforcé » institué sur le périmètre visé à l'article 2.

ARTICLE 4 :

Dit que la présente délibération, transmise au Préfet du Département des Hauts-de-Seine, fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et sera exécutoire après accomplissement des mesures de publicité et d'information prévues aux articles R.211-2 et suivants du Code de l'Urbanisme. Mention de cette délibération sera insérée en caractères lisibles dans deux journaux diffusés dans le département.

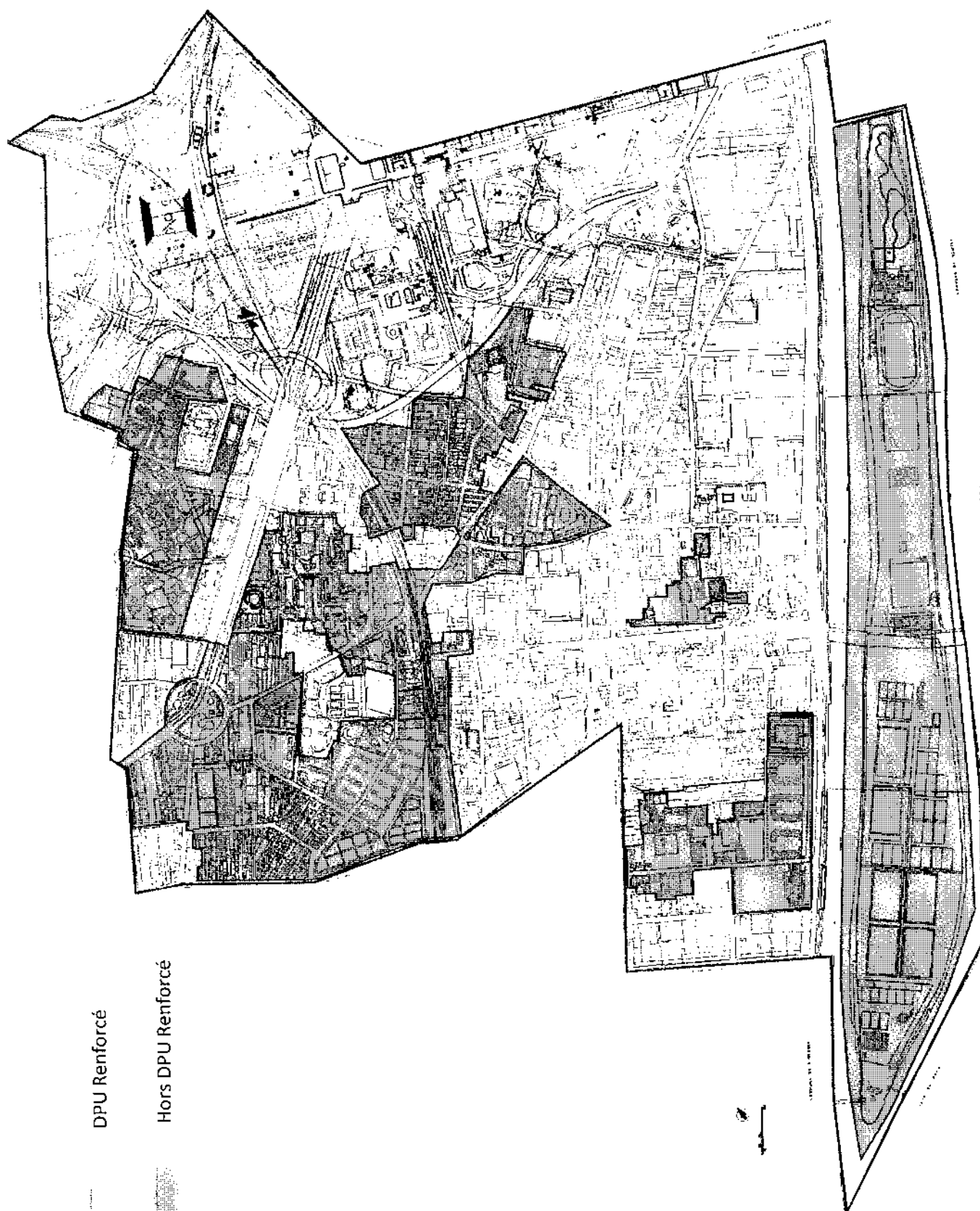
La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

100

10
 11
 12
 13
 14
 15
 16
 17
 18
 19
 20
 21
 22
 23
 24
 25
 26
 27
 28
 29
 30
 31
 32
 33
 34
 35
 36
 37
 38
 39
 40
 41
 42
 43
 44
 45
 46
 47
 48
 49
 50
 51
 52
 53
 54
 55
 56
 57
 58
 59
 60
 61
 62
 63
 64
 65
 66
 67
 68
 69
 70
 71
 72
 73
 74
 75
 76
 77
 78
 79
 80
 81
 82
 83
 84
 85
 86
 87
 88
 89
 90
 91
 92
 93
 94
 95
 96
 97
 98
 99
 100



CONSEIL MUNICIPAL

Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012

QUESTION N° 18

**RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE MISE
A DISPOSITION DU BATIMENT A
ENTRE LE CENTRE HOSPITALIER
INTERCOMMUNAL COURBEVOIE-NEUILLY-
PUTEAUX ET LA VILLE DE PUTEAUX**

Le 30 Mai 2012

RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU BATIMENT A ENTRE LE CENTRE HOSPITALIER COURBEVOIE –NEUILLY-PUTEAUX (C.H.I.C.N.P) ET LA COMMUNE DE PUTEAUX

En date du 11 Avril 2012, le Conseil Municipal a autorisé Madame le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la rédaction de la Convention entre le CHICNP et la Ville.

Conformément à la convention signée entre les deux parties et transmise en préfecture en date du 24 Avril 2012, le renouvellement de cette convention de mise à disposition intervient annuellement à chaque mois de Juin.

En conséquence de quoi, il est proposé au Conseil Municipal :

- De procéder au renouvellement de cette convention de mise à disposition dans les mêmes conditions.
- D'autoriser Madame le Maire ou son représentant à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Considérant que la Commune a acquis le 27 mai 1987 le bâtiment sis 1-3 rue du 8 mai 1945 et l'a mis à disposition du Centre Hospitalier Intercommunal de Courbevoie-Neuilly-Puteaux (CHICNP) afin que cet établissement public hospitalier puisse y exercer sa mission de service public ;

Considérant que ledit bâtiment fait partie du domaine public de la Ville de Puteaux ;

Considérant qu'il est nécessaire de délibérer pour le renouvellement de cette convention de mise à disposition

Vu le rapport établi par la Direction Générale en date du 30 Mai 2012,

DELIBERE

ARTICLE 1 :

Autorise Madame le Maire ou son représentant à accomplir toutes les formalités nécessaires au renouvellement de cette Convention de mise à disposition dans les mêmes conditions.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012

QUESTION N° 19

**ETUDE PRE-OPERATIONNELLE
DE LA 3ème OPERATION PROGRAMMEE
D'AMELIORATION DE L'HABITAT**

Le 20 juin 2012

Rapport de la direction générale

ETUDE PRE-OPERATIONNELLE DE LA 3^{ème} OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT (OPAH)

Compte tenu du succès des deux Opérations d'Amélioration de l'Habitat précédentes, qui ont permis la rénovation de 1 764 logements et 205 ravalements d'immeubles, la Ville de Puteaux souhaite s'engager dans une nouvelle OPAH dont le périmètre d'étude (plan ci-joint) a été délibéré par le Conseil Municipal en date du 12 avril 2011.

L'étude pré-opérationnelle pour l'OPAH dite « énergétique » a été confiée après consultation au PACT Paris-Hauts-de-Seine le 24 octobre 2011, et concerne 178 immeubles représentant 3 525 logements privés anciens.

Les objectifs qualitatifs sont les suivants :

- Favoriser la rénovation énergétique des immeubles et des logements, lutter contre la précarité énergétique,
- Favoriser les travaux sur les immeubles anciens,
- Faciliter le maintien à domicile par l'adaptation des logements et l'accessibilité des immeubles,
- Favoriser la création d'une offre de logements locatifs à loyer maîtrisé,
- Favoriser la création ou l'agrandissement des logements par la remise en location des logements vacants et l'extension de pavillons ou d'immeubles.

Quant au financement :

Le fonds d'aides municipales concerne les subventions allouées pour les actions et travaux suivants :

- économies d'énergie,
- traitement de l'habitat ancien,
- adaptation et accessibilité des logements et immeubles.

Les réservations budgétaires, pour une durée de 3 ans, sont prévisionnelles. Il s'agit d'objectifs à atteindre dans le cadre d'une opération incitative et en aucun cas d'un engagement contractuel.

Le montant du fonds d'aide prévisionnel est donc fixé à 2 935 000 € pour les 3 années de l'OPAH dite « énergétique ».

L'opération se déroulera sur 3 années en tranche ferme, mais pourrait être prolongée de 2 années en tranche conditionnelle.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- D'approuver l'étude pré-opérationnelle de l'OPAH dite « énergétique » comprenant en particulier :
 - le périmètre conformément au plan annexé,
 - les actions et travaux concernés par le fonds d'aides municipales,
 - les réservations budgétaires prévisionnelles de 2 935 000 € pour la durée de 3 ans de l'OPAH.
- D'autoriser Madame le Maire à poursuivre la mise en œuvre de l'OPAH dite « énergétique », en lançant une procédure de consultation en vue de la désignation de l'équipe chargée du suivi-animation, et à annexer au cahier des charges de la consultation ladite étude pré-opérationnelle d'OPAH,
- D'autoriser Madame le Maire à engager dès à présent les négociations avec l'Etat et l'ANAH, sur la base de ladite étude, afin d'aboutir à un projet de convention,
- D'autoriser Madame le Maire à solliciter les financements auprès des différents partenaires financiers pour le suivi-animation de l'OPAH dite « énergétique ».

PROJET

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code des Marchés Publics,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et en particulier l'article L 303.1,

Vu la Loi d'Orientation pour la Ville (L.O.V) n°91-682 du 13 juillet 1991 et notamment son article 21,

Vu la circulaire n°2002-68 du 8 novembre 2002 relative aux OPAH,

Vu la délibération du 8 avril 2011 portant sur le projet de création d'une nouvelle OPAH dans le quartier République,

Considérant que la municipalité souhaite le lancement de l'OPAH dite « énergétique », selon plan et liste ci-annexés,

Considérant que le développement durable et des économies d'économies d'énergies des constructions sont des objectifs majeurs que la municipalité souhaite favoriser,

Vu le rapport de la Direction générale en date du 29 mai 2012,

Délibère

Article 1 :

Approuve l'étude pré-opérationnelle de l'OPAH dite « énergétique » comprenant en particulier :

- Le périmètre conformément au plan et la liste des adresses ci-annexés,
- Les actions et travaux concernés par le fonds d'aides municipales,
- Les réservations budgétaires prévisionnelles de 2 935 000 € pour la durée de 3 ans de l'OPAH.

Article 2 :

Autorise le Maire à poursuivre la mise en œuvre de l'OPAH dite « énergétique », en lançant une procédure de consultation en vue de la désignation de l'équipe chargée du suivi-animation, et à annexer au Cahier des Charges de la consultation ladite étude pré-opérationnelle à l'OPAH.

Article 3 :

Autorise le Maire à engager dès à présent les négociations avec l'Etat et l'ANAH, sur la base de ladite étude, afin d'aboutir à un projet de convention.

Article 4 :

Autorise le Maire à solliciter les financements auprès des différents partenaires financiers (ANAH, Conseil Général, Conseil Régional...) pour le suivi-animation de l'OPAH dite « énergétique ».

Article 5 :

Autorise le Maire à signer tout acte afférent à cette affaire.

Article 6 :

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Liste des rues et immeubles concernés par le périmètre de l'OPAH dite « énergétique » :

Quartier Gare

- Rue Cartault : 8 / 18 / 20 / 22 / 24 / 28 / 30 / 32 / 34 / 36
- Impasse Hanet : 1 / 4 / 4bis / 6 / 8
- Rue Fernand Pelloutier : 1
- Rue Victor Hugo : 31-43ter / 81 / 83 / 85 / 87 / 89 / 91 / 93 / 95 / 97
- Rue Charles Chenu : 15-17-19-21
- Rue de la République : 145bis / 147
- Chemin de la Station : 2 / 3 / 4

Quartier République

- Rue Anatole France : 22
- Rue Arago : 1 / 3 / 11-13 / 17-19 / 21 / 23 / 27-29bis / 31 / 33 / 37-43 / 45
12 / 14 / 16 / 18 / 20 / 34-34bis
- Quai de Dion Bouton : 34-36
- Rue Jean Jaurès : 38-38ter / 46 / 48 / 52 / 66 / 68 / 68bis / 70 / 74 / 80
35 / 51 / 53 / 55-57
- Square Léon Blum : 15-19 / 21
- Rue Marius Jacotot : 4 / 6 / 8 / 10-12 / 18 / 24 / 28 / 30 / 32 / 34 / 36 / 38 / 44-46
33 / 35 / 37 / 47 / 49
- Rue de l'Oasis : 3 / 5 / 9 / 11 / 15 / 17 / 19 / 21 / 23-25 / 27-29 / 31 / 33 / 35-41
2bis / 4 / 6 / 8-10 / 14 / 24-34
- Rue des Pavillons : 5-15 / 17, 23 / 29-29bis / 31 / 33 / 35 / 37 / 41 / 43 / 45-47
8-12bis / 14-16 / 20bis
- Rue Paul Lafargue : 7-11bis
- Rue de la République : 68 / 70-70ter / 72 / 88 / 90 / 90bis / 92 / 94 / 94bis / 98 / 45 / 47 / 49 / 51 /
53 / 55 / 59 / 63 / 65 / 69 / 71 / 73 / 75 / 77 / 79 / 81 / 83 / 85 / 85bis-93 / 95
/ 97 / 101 / 103-105 / 107 / 109 / 111
- Rue Roque de Fillol : 1bis / 3 / 9 / 13 / 15 / 15bis / 23 / 41-43 / 45 / 47bis / 53
32 / 34-38 / 50-52 / 82 / 84 / 88-90 / 92-96 / 102
- Rue Rousselle : 1 / 5 / 7 / 11 / 11bis / 29 / 31 / 33 / 35 / 37 / 39
4 / 6 / 8 / 10 / 12 / 26 / 32 / 34 / 36

DIAGNOSTIC PREALABLE OPAH PROJET DE PERIMETRE

